C.E.R.M.T.R.I.

Le numéro 0 fr. 30

N° 8. Vendredi 24 janvier 1936

la Commune DE PARIS

Organe de regroupement et d'action révolutionnaire

66, Faubourg St-Martin ■ Tél. Botzaris 85-88 ■ Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

GROUPES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

ASSEMBLÉE CENTRALE D'INFORMATION

Mardi 28 Janvier, à 20 heures 30

SALLE DE L'HOMME ARMÉ, 42, r. des Archives

(Metro : HOTEL-DE-VILLE)

Les G.A.R. Face à la politique des Partis ! Face à la Crise ! Face à la Guerre !

sous la présidence de G. BALLAY, de la C. E. Fédérale

ORATEURS : **Marc Laurent, Déglise**

de la C. E. Fédérale du parti S.F.I.O.

LES NOTRES

RAYMOND LEFEBVRE

Une figure éphémère du mouvement révolutionnaire en France.

Fils de la bourgeoisie protestante, doué de dons littéraires et intellectuels, la guerre de 1914 le surprend vers les vingt ans inquiet des problèmes sociaux.

Très rapidement, il se refuse au mensonge patriotique. Il fréquente le petit noyau de la *Vie ouvrière*. Il adhère aussi en 1916 au parti socialiste, après s'être engagé, pour réveiller l'internationalisme ouvrier. Il se dépensera sans compter pour propager la révolution. Dès le premier jour, il est avec la Révolution d'Octobre, moins par doctrine que par sentiment révolutionnaire.

(Lire la suite en 3e page)

NOTE DE LA REDACTION

Malgré nos 6 pages, nous avons dû mettre de côté :

— des notes concernant les signatures des camarades Van et de la minorité de « Front social » ;

— les extraits de nos lettres ;

— la répression en Indochine ;

Etc., etc....

Nous nous en excusons auprès de nos correspondants et de nos lecteurs.

Casimir-la-Canaille décuple l'activité de ses bandes

Mobilisation de ses cadres - Exercices d'encerclement de "La Commune" - Caravane à Bonneuil

Mobilisations en plusieurs salles à Paris. Vingt meetings en province. Caravanes motorisées, exercices d'encerclement se sont succédé cette semaine.

Magic-City

A Magic-City, Casimir-la-Canaille, en plusieurs réunions successives, a développé les grandes lignes de sa tactique, préconisé les cellules de maison, annoncé le dernier moment et avoué que la réconciliation n'était qu'un moyen « en attendant » :

« *Et demain, toute la France se lèvera, s'il le faut, à l'appel de son chef, à mon appel. Nous tâcherons que les événements soient le moins sanglants possible..* (sic).

« *En attendant, nous ne cesserons de prêcher la réconciliation.* »

Casimir-la-Canaille s'est allègrement foutu de la dissolution :

« *Dissoudre ? Dissoudre quoi ? Les Croix de Feu ?*

« *Les Croix de Feu constituent un corps nouveau. Or, ce corps nouveau a des propriétés particulières. Dès qu'on le soumet aux matières dissolvantes, par un phénomène inexplicable, il augmente de volume...*

« *Je pense que vous avez compris...* »

Répondant aux critiques de l'A. F., il a prochamé qu'il appliquerait dans la guerre « pour la France » la tactique de « conquête colonjale » : dissocier, corrompre et user l'ennemi...

Le Moulin de la Galette

Au Moulin de la Galette, au cœur du 18e arrondissement, la Canaille organisa une assemblée de propagande, qui se termina aussi par *La Marseillaise*...

Exercice d'encerclement de « La Commune »

Enfin, lundi soir à 21 heures, une demi-centaine a fait un exercice d'encerclement de notre siège. L'opération était facilement repérable et réglée au sifflet ! Des amis qui se rendaient à notre siège où la permanence était terminée, ont observé nettement toutes les phases de l'exercice, reconnu les dispos auteurs de l'agression de la rue des Vinaigriers, que nous avons relatée dans un précédent numéro.

Signalons immédiatement à l'attention des militants que la police prévenue ne s'est aucunement dérangée, les Croix de Feu du 10e ayant des complicités sérieuses au quart du 10e.

Signalons également que le tabac qui fait le coin de la rue du Château-d'Eau et du faubourg Saint-Martin, est le repaire de quartier des matraqueurs de la Canaille, leur siège d'arrondissement étant rue des Vinaigriers.

Portons enfin à la connaissance des militants qualifiés les noms et adresses des chefs dispos ayant dirigé l'opération :

Chaillou de l'Etang Laurent, 6, rue Pierre-Bulet ;

Dambrinne Georges, 4, rue de Compiègne ;

Weutre, 77, faubourg St-Denis.

Ce qui s'est passé à *La Commune* a pu être repéré facilement par nous, par le fait de l'agression antérieurement relatée ; mais ces exercices d'encerclement sont fréquents et échappent le plus souvent à la vigilance des organisations ouvrières endormies par la réconciliation.

***

Bonneuil, municipalité communiste, a reçu la visite des Croix de Feu venus en caravane. Les organisations ouvrières ont exercé avec vigilance une surveillance discrète, se vante l'*Humanité* ; ce n'est pas à coups d'articles optimistes que l'on brisera la pénétration croix de feu.

Les organisations ouvrières ne font rien. Allons-nous, peu à peu, nous laisser étrangler ? Il faut, dans les organisations, stigmatiser ceux qui se refusent à organiser l'offensive et, d'ores et déjà, créer les milices et développer dans la masse la nécessité de l'armement, les moyens réunis. Les cadres créés, le « tabac » créera des surprises.

Chaque jour de perdu dans l'organisation de cette lutte est criminel !

NOTRE ENQUETE

UNITÉ ORGANIQUE ET NOUVEAU PARTI

« La question de l'unité organique du Parti communiste et du Parti socialiste et la question de la création d'un nouveau parti révolutionnaire sont mises à l'ordre du jour simultané dans le mouvement ouvrier.

Quels rapports voyez-vous entre ces deux questions ?

Etes-vous pour un nouveau parti révolutionnaire ? Et, dans l'affirmative, comment le concevez-vous et comment peut-il se rédiger ? »

A cette question, les réponses viennent de partout ; nous ne pouvons que regretter d'être obligé, par suite de notre place tant limitée, d'extraire de notre courrier les passages les plus importants afin d'éviter les redites.

D'un chômeur métallurgiste

Voici maintenant la lettre du camarade C. JOLIVET, métallurgiste syndiqué actuellement en chômage :

(Lire la suite en 4e page)

Il faut sauver les révolutionnaires russes

La campagne amorcée par « La Vérité » et « La Commune » contre LA REPRESSION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EN U.R.S.S. se heurte à la conspiration du silence. Amis de l'U.R.S.S. intéressés, socialistes, en quête de mandats, humanitaires larmoyants, entendent laisser les tourneaux de REVOLUTIONNAIRES RUSSES BOLCHEVIKS-LENINISTES ou de socialistes-mencheviks ou d'anarchistes, agir à leur guise.

Nous n'admettrons pas cela ; il faut envoyer à l'ambassade soviétique des délégations ouvrières réclamer explications et libérations.

Les partisans de Staline crient « calomnie » ; par atelier, par usine, par comité de chômeurs, envoyons une délégation comprenant des militants de toutes tendances exigeant des responsables de la rue de Grenelle les explications nécessaires à rapporter aux ouvriers de leur localité.

De suite à l'organisation pour cet impérieux devoir de solidarité prolétarienne !

NOUS AVONS COMMENCÉ !

Les groupes d'action révolutionnaire au travail

Semaine fructueuse en travail d'organisation et de propagande dans la région parisienne et dans plusieurs régions de province (Nord, Pas-de-Calais, Rhône). Nos lecteurs en trouveront les comptes rendus dans les rubriques locales.

Réunion de militants à Saint-Denis, succès complet dans le quartier du Pont-de-Flandre, même succès à Clichy des conférences régulières et du meeting de mercredi où neuf adhésions nouvelles furent enregistrées. Front unique des G.A.R., des J.S. et des J.S.R. pour un balayage en règle des camelots du 18e...

Dix mille bouillons de La Commune *distribués, cinquante mille tracts « Pas de réconciliation », etc.*

L'action des G.A.R. démarre, l'inquiétude est si forte dans la masse que les attaques justifiées contre la politique du Front populaire trouvent des auditoires silencieux, attentifs, approbateurs.

Propagande immédiate et action dans la masse se combinent avec l'examen attentif des problèmes politiques au sein des G.A.R., afin que se regroupe rapidement l'avant-garde sur une plate-forme politique précise donnant à la masse prolétarienne abandonnée les cadres et les moyens de son combat, l'âme de la lutte pour le pouvoir, son parti révolutionnaire.

Matériel d'organisation

I. — *Les cartes d'adhérents aux G.A.R. sont à la disposition des trésoriers, chaque soir, de 19 à 20 heures, au siège : 66, Faubourg Saint-Martin. Elles sont vendues aux groupes trois francs, et aux adhérents cinq francs. Elles ne comportent aucune cotisation mensuelle.*

II. — *Des bulletins d'adhésion sont également à la disposition des groupes.*

III. — *Les cartes de participation à l'assemblée du 28 sont en vente chaque soir à la trésorerie centrale.*

IV. — *La première brochure de propagande :* La Paix, le Pain, la Liberté... ne les demande pas : prenez-les ! *est en vente : 0 fr. 25.*

Aux groupes, cette brochure est vendue 0 fr. 20.

V. — *Notre schéma d'intervention et d'argumentation :* G.A.R., premier pas, *sera en vente pour les militants 0 fr. 50, à partir de mardi.*

LES EQUIPES MINISTERIELLES SE SUCCÈDENT LE CAPITALISME CONTINUE

Action de masse pour le gouvernement ouvrier et paysan

LARTÉ et franchise auraient été, selon Blum, apportées dans la situation par la décision des radicaux. En réalité, c'est tout le contraire qui est vrai.

Franchise ? Les radicaux passent dans l'opposition à la veille des élections, portent Daladier à la présidence pour piper des voix à gauche, et gardent Herriot en réserve pour le cas où, à nouveau, « la maman serait malade ».

Clarté ? On est dans le brouillard complet. Elections brusquées ? Par quel ministère ? Comment la réaction agira-t-elle ?

***

Ce qui rend la situation si indéterminée, c'est l'absence de politique propre de la classe ouvrière.

Que dit le parti socialiste ? Messieurs les démocrates, nous sommes prêts à tout ; pourvu que ce ne soit pas Laval, nous nous laisserons faire sans crier.

Que dit le parti communiste ? Messieurs les démocrates, servez-vous et bien largement pourvu que Laval ne soit pas aux Affaires extérieures.

Et qu'aurait dit un parti révolutionnaire ? Il aurait dit aux masses travailleuses de ce pays : le parti radical crève, vous assistez à ses convulsions ; la démocratie bourgeoise qui agonise, il dépend de nous qu'elle laisse la place à la société socialiste. Il faut vaincre pour ne pas être écrasé par le fascisme.

Pour vaincre, unifiez votre lutte gréviste en une puissante grève générale. Organisez-vous par entreprises, par casernes, par maisons, soyez prêts, créez votre milice : c'est votre intervention dans la rue qui peut briser l'élan des bandes fascistes, déplacer le cours des événements dans la voie opposée. Il faut être prêt à manifester, soit à arrêter les tentatives réactionnaires, soit à prendre l'initiative de l'action. Dissolution de la Chambre pourrie par la grève générale ! Armement des masses !

***

En l'absence de ces mots d'ordre lancés par un parti de la classe ouvrière indépendant, les travailleurs attendent, ne savent que faire et leur volonté d'action se disperse.

Une situation aussi tragique doit cesser. Les travailleurs ne doivent plus être abandonnés à eux-mêmes, à l'inaction. Il faut qu'ils soient appelés à une action coordonnée, centralisée. La création de leur parti de classe est une tâche urgente ; les groupes d'action révolutionnaire offrent une solution première. Que les militants révolutionnaires l'utilisent pour alerter les travailleurs, les organiser, les entraîner dans le combat. Les armer d'une haine farouche pour leurs exploiteurs de droite ou de gauche, d'une volonté ardente de s'armer !

Rouge ou blanc ?

...Et à la santé de la mère malade !

L'ÉTAT ET LE FRONT POPULAIRE

Dans un hebdomadaire agricole, M. Victor Basch explique, à sa façon, la genèse du Front populaire et de son programme.

« ...les partis de gauche, écrit-il, comprirent qu'il leur incombait de rédiger les *Cahiers* des revendications des masses que les députés qu'elles allaient élire, au printemps 1936, auraient la tâche de faire triompher. »

A l'en croire, les masses populaires étaient mues par deux mobiles : faire échec au fascisme et préparer de bonnes élections de gauche en 1936. Faisons respectueusement observer à M. Basch que, sur le deuxième point, il se fourre le doigt dans l'œil, radicalement.

Remercions-le de révéler aussi crûment le divorce profond qui, à Bullaló, opposait le courant populaire, enthousiaste et avide de réalisations immédiates, au quarteron de politiciens placés *derrière le micro* et accomplissant bénévolement, en cette journée historique, leur petite besogne électorale. Au début d'un article où l'on tente de préciser la « notion de l'Etat », le rôle falot et épisodique des parlementaires de gauche ou d'extrême-gauche, dans une démocratie bourgeoise, devait être souligné.

Il reste que, tenue en haleine, de temporisation en temporisation, la masse populaire arrive au bord de l'échéance électorale et va s'y précipiter, tête baissée. On ne lui demande d'ailleurs pas autre chose !

Entendez parler les braves gens :

— Il y a chaque jour en France 3.000 nouveaux chômeurs !

— 14 milliards de déficit au budget !

— La guerre toujours menaçante !

— La vie chère !

Et de reprendre en chœur : Il nous faut, cette fois, une campagne électorale qui soit « Front populaire à 100 % » et gare aux flaougnards !...

Minute ! braves gens.

Le Front populaire tel qu'on le réalise, c'est vous et c'est nous, mais c'est aussi tel et tel chef d'industrie, tel agriculteur notoire, tel banquier, tel et tel spéculateur. Pourquoi ces gens-là ne se diraient-ils pas républicains ?

Ce qui signifie que pour la masse immense des travailleurs de la ville ou des champs, la vieille machine républicaine qu'ils ont voulu sauver continuera à fonctionner comme par le passé, dans l'intérêt et au profit du banquier, du gros propriétaire, du spéculateur, de celui qui, directement ou indirectement les exploite chaque jour de l'année.

Ce qui signifie encore que les mesures sociales qui doivent être prises en faveur des travailleurs le sont nécessairement au détriment des exploiteurs puisque *toute la structure sociale repose sur l'exploitation d'une classe par une autre.*

Et qu'il faut être, mettons naïfs, pour espérer un seul instant que les premiers prendront des mesures dirigées contre eux-mêmes.

Tant que la société est divisée en classes, l'Etat est le produit de cet inconciliable antagonisme, il est l'organe de domination de la classe au pouvoir.

Et le Front populaire, braves gens, c'est, que vous l'admettiez ou non, une suprême habileté pour freiner la formation d'un bloc de classe, indestructible et irrésistible, entre tous les exploités.

Que faire ? Former vos assemblées populaires par usine, par quartier, par village... et élire vous-mêmes vos propres comités. Ainsi sera constituée l'armature d'un Front populaire d'ouvriers et de paysans, d'un véritable front de classe.

au Parlement

LE VOTE DES 2 ANS

L'attention se porte sur les couloirs, les motions des groupes politiques, les combinaisons possibles, les appétits des uns : mais pendant ce même temps, la machine à voter les lois fonctionne : les deux ans sont passés.

Il n'y a rien d'extraordinaire à cela ; puisque les masses travailleuses n'avaient pas été appelées dans des meetings et des démonstrations à s'opposer à cette loi, puisque les députés ont tout au plus eu à prendre connaissance de listes de pétition, ils pouvaient tranquillement voter les deux ans. Avec à peine un simulacre de discussion.

Les élus socialistes et communistes n'ont d'ailleurs pas mis en cause la « défense nationale ». Ils ont affirmé qu'pour la « sécurité du pays » (capitaliste), ils avaient une autre conception. Mais en se plaçant sur ce terrain, ils seront battus même devant le « pays électoral » : si défense nationale il y a, autant faire confiance à celui dont c'est le métier de faire la guerre, pensera le Français moyen, aux hommes de l'Etat-Major et non à ces politiciens qui ne savent pas faire la révolution qui est dans leur programme depuis des années.

La loi des deux ans est votée au Parlement : mais la lutte contre les deux ans va commencer parmi les travailleurs et dans les casernes.

Grock-Herriot : « Voulez-vous jouer avec moâ ? »

Produits de pâturages radicaux

d'une semaine à l'autre

DANS LE MONDE

Le voyage de Schussnig à Prague

Nous avons mentionné diverses conséquences du conflit italo-éthiopien : dans les colonies, en Italie. Mais ce n'est pas tout. Plus la situation de l'Italie s'aggrave et moins l'impérialisme italien a de poids à Vienne ; et, par suite, dans la capitale autrichienne, c'est l'influence hitlérienne qui grandit.

Or, les impérialismes français et anglais ne verraient pas d'un bon œil la réalisation de l'Anschluss. Le chancelier Schussnig, l'élève bien digne de son maître, le bourreau Dollfuss, est allé chercher quelque appui auprès de l'impérialisme tchécoslovaque et de la Petite-Entente.

Toutes les combinaisons diplomatiques qui pourront être édifiées dans cette Europe balkanisée par le traité de Versailles, fût-ce même la restauration de la monarchie austro-hongroise, une monstruosité qui n'est pas impossible, toutes ces combinaisons seront en fin de compte instables : les requins seront entraînés au plus sanglant des carnages si la révolution prolétarienne ne triomphe pas pour créer les Etats-Unis socialistes d'Europe, la seule solution d'une paix stable et durable.

Un mort-né

La conférence navale n'a pas vécu. Après les discours inauguraux et quelques réunions de commission, les Japonais s'en vont.

L'heure n'est plus aux accords possibles pour une étape un peu appréciable, entre impérialismes : la guerre rôde, chacun conserve sa liberté la plus complète.

Le plus tragique, c'est l'absence d'une action internationale des travailleurs. Les conférences entre impérialistes se succèdent impuissantes ; une organisation révolutionnaire internationale fait défaut. La lutte contre la guerre pose ce problème au premier plan.

Le front populaire en Espagne

Lui aussi a son programme. Il est au-dessous du programme du Front populaire en France. C'est tout dire.

Le plus stupéfiant, c'est que le *parti ouvrier d'unification marxiste* ait signé, car c'est commettre un crime contre le marxisme, contre la révolution. Nous attendons des informations pour savoir si ce parti tout entier endosse une telle responsabilité.

A propos du mouvement stakhanoviste

Rien de ce qui se passe en U.R.S.S. ne peut laisser indifférents les travailleurs. A chaque chose nouvelle en U.R.S.S., l'*Humanité* approuve aussi systématiquement que d'autres, les anarchistes par exemple, condamnent. Au fond, les uns comme les autres ont en fait renoncé à *comprendre*, ce qui est nécessaire avant d'être pour ou contre.

Mais comprendre ce qui se passe en U.R.S.S., ce n'est pas simple, dira-t-on. Effectivement, les phénomènes qui s'y manifestent, souvent totalement nouveaux, ne sont pas faciles à saisir. Pour pouvoir le faire il faut une appréciation aussi juste que possible du système économique soviétique.

Les uns disent : c'est une économie socialiste ; les autres : c'est le capitalisme et pis encore. Non, l'économie soviétique n'est ni l'une ni l'autre. Mais une économie où il y a des éléments socialistes et des éléments capitalistes, c'est une économie où se poursuit la lutte entre les forces socialistes et les forces capitalistes. On ne doit jamais oublier cela, on doit toujours partir de là pour étudier un problème de la société soviétique, tel par exemple que le mouvement stakhanoviste.

Nous serons *pour* si ce phénomène aide au développement des forces socialistes sur les forces capitalistes et nous serons *contre* dans le cas opposé.

Le stakhanovisme, si on débarrasse d'une part le bluff, si on étudie les divers renseignements donnés (lire par exemple dans l'*Humanité*, les questions et réponses, à propos de l'industrie textile) consiste d'abord dans une augmentation de la productivité du travail par une division plus poussée du travail et une rationalisation des mouvements. Cela, c'est la tendance générale de toutes les sociétés. Mais au profit de qui se produit-elle ? Cela entraîne-t-il une amélioration du sort des travailleurs ? Voilà la question essentielle.

Différents faits nous montrent que non : 1° le stakhanovisme entraîne une amélioration de l'utilisation de l'outillage par un renforcement de la peine des travailleurs. C'est plus de machine qui rentre dans le produit fabriqué, mais au moyen de beaucoup plus de sueur. 2° ce mouvement s'est produit en U.R.S.S. au moment où le salaire, par suite de la réforme financière, est payé presque complètement en espèces et où la partie en nature (cartes de pain, de viande, etc.) est quasi supprimée ; la formation de couches économisant, thésaurisant ; au lieu de tendre à supprimer les classes, il amènera des différenciations plus grandes dans la classe ouvrière ; par rapport au mouvement des « oudarniks » (brigades de choc) des dernières années, on constate la suppression de l'émulation collective et l'apparition d'un esprit de profit personnel.

Les ouvriers russes sont-ils pour le stakhanovisme ? Une récente information nous a fixés : des ouvriers d'une usine de la région de Moscou ont corrigé des stakhanovistes, comme on a vu ici les chronométreurs faire connaissance avec les poings des travailleurs. La brève nouvelle d'agence a une importance considérable : il ne s'agit pas de résistances d'éléments paysans ou artisans, mais de travailleurs d'usines qui ne peuvent être facilement le jouet de leurs ennemis de classe. Une législation sévère, impitoyable a été établie pour défendre les stakhanovistes. Mais les lois n'ont jamais empêché la conscience de classe ouvrière de se manifester. La Révolution d'Octobre a beaucoup reculé dans les dix dernières années, mais l'esprit de la révolution n'est pas encore éteint.

EN FRANCE

La « grève générale » a échoué

...et de piteuse façon. Il s'agit de celle que quelques centaines d'étudiants d'extrême-droite avaient décrétée au Quartier Latin. Prétexte invoqué : protester contre la présence du professeur Jèze, avocat de l'Ethiopie à Genève.

Quelques bagarres... et des arrestations sans portée. D'une façon générale, les cours furent suivis. Il est au quartier latin des étudiants laborieux, issus du peuple, et qui ne renient pas leurs origines. Qu'attendent-ils pour constituer leur G.A.R. ?

Et faudra-t-il que quelques solides « prolos » viennent rappeler à la clique d'extrême droite que la « grève générale » est une arme prolétarienne, avec laquelle les jeunes fascistes n'ont pas le droit de s'amuser ?

Verdict du procès Stavisky et promotion dans la Légion d'honneur

Acquittée Arlette Stavisky et avec elle Dubarry, Guiboud-Ribaud, Romagnigno, et aussi Paul Lévy et Camille Aymard !

Mais Tissier : 7 ans de travaux forcés ; Hayotte : 7 ans de réclusion ; Cohen, Guébin et Desbrosses : chacun 5 ans de réclusion doivent méditer sur l'instabilité des choses humaines !

Quant à Garat, Hatot et Bardi de Fourtou, ils sont gratifiés chacun de deux ans de prison. La société bourgeoise a dû frapper quelques-uns des siens.

Là, une singulière coïncidence : ce verdict était publié au moment où paraissaient à *L'Officiel* les récentes promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Grâce aux dieux, ceci console de cela et le nombre des personnes pourvues d'un brevet officiel d'honorabilité n'a pas changé !

Que deviennent les expropriés de la « Cité Jeanne-d'Arc » ?

Mais le nombre des sans-logis augmente. La cité Jeanne d'Arc, appelée *îlot séditieux*, était, il est vrai, composée de taudis infects, mais qui abritaient 891 habitants.

On démolit la Cité pour raison de salubrité publique, et la société gérante offre une indemnité de 200 à 300 francs payable après l'évacuation effective. Encore les plus miséreux parmi cette misère n'y ont-ils pas droit.

Le directeur de l'Hygiène envisage de les parquer dans les baraquements Jourdan, ce qui équivaut à les changer de taudis.

Que font les élus « prolétariens » à l'Hôtel de Ville ? Une souscription ou une pétition ?

1917. — La Révolution d'octobre est pour Lénine et Trotsky une phase de la Révolution mondiale, l'armée rouge doit être au service du prolétariat mondial.

1924. — Mort de Lénine. Sur sa tombe, Staline déclare : « Jurons d'élargir l'Union des Républiques soviétiques, jurons d'élargir et de renforcer l'union des travailleurs du monde entier ! »

Le feu purifie et apure

Au 391, rue de Vaugirard, dans les locaux annexes du ministère du Travail, un incendie que d'aucuns qualifient de « suspect » a détruit une certaine quantité de dossiers.

Chronique électorale

Dans les Landes, le docteur Vezon, radical-socialiste, est élu avec 9.223 voix contre 3.800 à Prieur, socialiste S.F.I.O. et 1.894 au camarade communiste Lantambourre.

Aux précédentes élections, le communiste dissident Lasmaries dépassait le chiffre de 2.300.

Et il s'agit d'une région prolétarienne et paysanne où la misère et l'exploitation capitaliste n'ont plus de limites, où la combattivité se manifestait autrefois le plus ardemment. Elle n'est pas éteinte, mais elle attend des guides politiques que ni la S.F.I.O. ni le parti communiste n'ont été capables de lui donner.

— Chiappe soi-même sera candidat dans le 9e arrondissement — quartiers Saint-Georges et Chaussée-d'Antin — aux prochaines élections législatives.

En vrac !

Mais l'actualité ne chôme pas et voici, en vrac, des poignées de faits qui méritent de retenir l'attention de nos lecteurs.

— A Alès, Valat, maire révoqué et déclaré inéligible par la justice bourgeoise, est réélu au premier tour par 3.897 voix contre 1.081 au candidat des Compagnies minières.

— L'Angleterre a perdu son roi : la place ne restera pas vacante. Elle a perdu aussi, avec Rudyard Kipling, un écrivain au talent indéniable, mais consacré à exalter les œuvres de l'impérialisme anglais. L'écrivain sera plus difficilement remplaçable que le Roi.

— Boulevard Saint-Germain, en plein midi, cinq gangsters ont envahi une banque, ligoté les employés et se sont retirés en bon ordre, emportant 263 000 francs.

— Ce pendant que Laval, retour de Genève, convoque pour 15 heures un ultime conseil de cabinet. Mais ceci, eût dit eu Kipling, est une autre histoire...

Inondations, tempêtes, éboulements, glissements de terrain continuent

Cette rubrique ne suffirait plus à noter tous les désastres causés par les pluies persistantes. Antony s'est réveillé inondé ; 100 maisons du village d'Orsay sont envahies par l'Yvette. En province, Rennes et Redon, vivent à nouveau des heures inquiètes et dans la région de Gap, le glissement du vallon des Nivouls s'est accentué, entraînant quatre fermes distantes entre elles d'un kilomètre environ.

DÉCLARATION

Le mouvement ouvrier est écrasé sous la botte du capitalisme.

Cent millions de prolétaires ont été livrés au fascisme en Allemagne, en Autriche, par l'incapacité des partis de la IIe et de la IIIe Internationales. En France, des millions de prolétaires sont jetés sur la voie de la « réconciliation » et sont ainsi livrés peu à peu à l'influence chauviniste, conservatrice et de défense nationale du capitalisme.

Le bloc des partis socialiste et comuniste et des partis bourgeois de gauche est dicté par les besoins de la politique extérieure et des intérêts de la bureaucratie staniniste, accapareuse des conquêtes de la Révolution d'octobre, qui paralyse le prolétariat

La Révolution russe avait plongé de profondes racines dans les masses opprimées du monde, noué des liens solides à travers une lutte héroïque ; ces liens sont devenus par la politique du « socialisme dans un seul pays » de la bureaucratie staliniste autant de sanglants garrots pour le prolétariat de l'U.R.S.S. que pour celui des pays capitalistes.

Dans la défaite, des milliers de prolétaires sont tombés ; des milliers de prolétaires sont dans les bagnes dans les pays fascistes, envoyés aux camps de concentration, à la hache du bourreau, ou à la mort par la famine ; en U.R.S.S., les marxistes révolutionnaires, les bolcheviks-léninistes sont traqués exterminés, exilés, séquestrés dans les isolateurs, retranchés, rayés de toute possibilité de travailler pour leur idéal révolutionnaire internationaliste prolétarien.

Les conditions d'une nouvelle guerre impérialiste se réalisent qui trouvera un prolétariat sous les drapeaux de ses bourreaux si les internationalistes ne se regroupent pas contre le courant et ne s'organisent pas internationalement, si ceux qui devront assurer demain la fraternisation des tranchées ne s'organisent et ne luttent pas dès aujourd'hui.

La politique patriotarde des partis de la IIe Internationale et des partis de la IIIe Internationale dans les pays impérialistes alliés de l'U.R.S.S pèse sur le prolétariat comme un joug. Il faut la briser.

Face au capitalisme international, il faut rebâtir l'arme du prolétariat international, il faut créer la IVe Internationale.

Rassemblement des marxistes internationalistes ; organisation de leurs efforts pour rebâtir l'arme de la libération des exploités, telle est la tâche centrale de l'heure présente.

Pour ces raisons, nous adhérons à la « lettre ouverte pour la IVe Internationale » en nous constituant en France comme « comité pour la IVe Internationale » (bolchevik-léniniste), agissant dans les organisations et dans la classe ouvrière pour créer la section française de la IVe Internationale.

POUR LE COMITE : Deglise, Desdouches, Devreyer, Dumas, Faussecave, Frank, Godet, Le Ricart, Meche, Molinier.

DEUX CONGRÈS ET PAS DE POLITIQUE D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Le 8e Congrès du Parti communiste s'ouvre à Villeurbanne. Le parti socialiste va également bientôt siéger en congrès. Congrès des deux partis les plus forts dans la classe ouvrière, de deux partis qui envisagent de se fusionner. Que vont-ils donner à la classe ouvrière ?

***

Le congrès de Villeurbanne est-il celui d'un parti qui incarne toujours les intérêts historiques des travailleurs, qui les guide dans la lutte pour le pouvoir ? Quelques faits, quelques rappels suffiront pour répondre sans ambages par un non à cette question.

Nous sommes dans une crise de régime ; la démocratie s'effiloche par lambeaux, la menace de guerre se précise, la bourgeoisie ne peut subsister qu'en s'orientant vers un régime dictatorial, pour les travailleurs la seule issue c'est la lutte pour le pouvoir pour échapper à la guerre et au fascisme. Le congrès du parti communiste se tient sans discussion préalable véritable, tous y seront d'accord, le parti a toujours vu juste, etc... Or, on pourrait avoir la curiosité de regarder les textes adoptés par le 7e congrès de ce parti qui s'est tenu, en mars 1932, tout comme maintenant à la veille de la précédente consultation électorale (quelle concordance !). Nous ne relèverons qu'un passage qui a trait à la question la plus décisive, celle de la guerre, et nous lisons :

— Le mot d'ordre trompeur du « désarmement tend à créer l'illusion chez les masses que les gouvernements impérialistes et tout particulièrement le gouvernement français, peuvent et veulent réaliser le désarmement. Les « pacifistes » bourgeois et les chefs socialistes trompent les travailleurs en leur faisant croire que le désarmement est possible dans le cadre du système capitaliste. Pour réaliser le désarmement, il faut désarmer la bourgeoisie et armer le prolétariat. » (Cahiers du Bolchevisme, mai 1932, page 21.)

Où le 7e congrès s'est-il fiché dedans où le parti communiste se fiche aujourd'hui des travailleurs avec sa propagande pour la sécurité collective par le désarmement et le rôle pacifiste de la S.D.N. Le 8e congrès du parti communiste permettra bien des palabres, on y chantera les louanges du militant vénéré, du dirigeant respecté, du militant adoré, on y bouffera du « trotskysme », on y préparera peut-être (la rumeur le dit) le limogeage de Maurice Thorez.

1936. — Toukhatchevski, revêtu de son « nouvel uniforme de maréchal », limite le rôle de l'armée rouge à la « défense de la Patrie »

1936. — Radek écrit dans les « Izvestia », le jour anniversaire de la mort de Lénine :

« Quand on nous rend responsable de chaque mouvement révolutionnaire en quelque partie du monde que ce soit, bien que l'on n'ignore pas que les besognes qui nous attendent chez nous suffisent pleinement à nous occuper, nous répondons : On ne peut exporter la Révolution. »

Mais si les grands discours sont les boniments indispensables pour la foire électorale, on y prépara méthodiquement les cerveaux ouvriers à prendre le sac au dos pour leur bourgeoisie. De ce qui fut le parti de la révolution prolétarienne, la conscience ouvrière en France, le 8e congrès présentera à Villeurbanne le produit d'années de dégénérescence par des dirigeants incontrôlés par la base, utilisant le prestige du passé pour les besoins extérieurs du gouvernement présent de l'Union soviétique : l'alliance militaire française, donc une France où règne la « paix sociale », c'est-à-dire la botte du capitalisme.

***

Le parti socialiste n'était plus depuis longtemps le parti de la révolution. La crise avait pourtant poussé sa base à combattre le réformisme, outrancier du groupe parlementaire, les néos avaient été chassés. Au dernier congrès à Mulhouse, la voix de la révolution avait été exprimée fortement par les bolcheviks-léninistes. Mais le virage à droite dans la politique de collaboration de classes du front populaire a obligé la direction à cogner fortement contre l'aile gauche : les bolcheviks-léninistes ont été exclus, on tolère la « Gauche révolutionnaire » de Pivert à condition qu'elle s'excuse d'une critique larmoyante, courtoise et inoffensive.

Aussi, le prochain congrès sera bien terne. On le tiendra pour fixer la meilleure tactique électorale, qui permettra de ne pas trop se faire plumer par les alliés radicaux et communistes du front populaire.

Aucun des deux congrès ne donnera à la classe ouvrière le programme de lutte pour le pouvoir, c'est-à-dire de la lutte pour la vie. Des deux parades, l'une plus tapageuse, l'autre plus académique, les révolutionnaires ne tireront que des arguments plus puissants pour pouvoir se regrouper dans un nouveau parti révolutionnaire.

ON DEMANDE DES BRAS !

Le travail matériel à « La Commune » est considérable. Mais chacun peut y aider.

Tout camarade doit se faire un devoir d'y consacrer tout son temps disponible.

Venez à notre permanence, 66, faubourg Saint-Martin, entre 16 et 20 heures.

Ne jetez jamais « La Commune ». Ne la mettez ni au panier ni aux vieux papiers. Faites-en profiter vos camarades, voisins d'ateliers, chantiers, bureaux, etc...

Les adhésions sont reçues au siège de *La Commune*, 66, Fg St-Martin, de 18 heures à 20 heures, chaque soir. Les vendeurs de *Commune* donneront également à tout lecteur intéressé toute explication utile. Faites-vous inscrire ! Ecrivez-nous ! Prenez contact avec nos vendeurs !

la commune
HEBDOMADAIRE
paraissant le
VENDREDI
Prix : 0 fr. 30
ABONNEMENTS :
France — Un an : 12 fr. — Six mois : 6 fr.
Etranger — Un an : 24 fr. — Six mois : 12 fr.
Chèque postal : Brausch 1773.07 Paris

REVUE DE LA PRESSE

Eplucher sous les yeux des travailleurs qui nous lisent la tactique du Front populaire dont la presse tente d'expliquer par des scrupules « républicains » les maquignonnages pré-électoraux du parti radical, telle est la tâche que nous nous fixons dans cette rubrique. C'est pourquoi nos citations de l'*Humanité* qui règle ce concert seront les plus copieuses.

La « crise » ministérielle vue dans la presse du Front National

Le *Temps* expose, en bourgeois habitué, la tactique des radicaux :

Mais ils ne veulent pas davantage renoncer d'eux-mêmes aux profits électoraux que pourrait leur rapporter leur adhésion au Rassemblement populaire, et ils souhaiteraient que l'entente avec les socialistes demeurât l'affaire des fédérations départementales dont ils revendiquent hautement « l'autonomie ».

Il est donc à présumer que leur jeu consistera, pendant la crise ministérielle, à empêcher que la question de la participation du parti socialiste au pouvoir soit tranchée négativement, ouvertement avec une netteté qui pourrait décourager la fraction de gauche du corps électoral qui garde encore foi dans le « Rassemblement populaire ».

Le Jour mène le jeu pour les nationaux dont la tactique est d'entraîner la faillite du Front populaire dans le plus bref délai, hisser Herriot comme symbole, puis l'abattre :

S'il refuse, comme c'est probable, aucun membre des partis nationaux ne devrait accepter de figurer dans le futur gouvernement.

Herriot, dont le courage civique n'est pas la vertu dominante, se prépare un dur réveil, le réveil du condamné.

LEON BAILBY.

Taittinger dans l'*Ami du Peuple* précise :

Cette fois-ci, pas d'excuse. Il n'y avait, dimanche, ni panique financière, ni désordre dans la rue, ni trouble à l'étranger. D'un revers de main, vous détruisez l'équilibre gouvernemental et parlementaire en proclamant la France en danger.

A vous de la sauver, et à vous seul.

A vous de restaurer la confiance et de provoquer la reprise des affaires. A vous de rendre la trésorerie florissante. A vous de nous donner des élections paisibles. A vous qui n'avez pas fait la guerre d'en préserver les rescapés qui la feraient encore. A vous qui n'avez pas d'enfant de sauver les nôtres des périls menaçants.

Sinon, vous n'êtes qu'un pitre, un démagogue et un inconscient.

PIERRE TAITTINGER.

Déjà les bandes réactionnaires s'exercent :

Dès qu'il eut mis le pied, hier, sur le quai de la gare de Lyon, M. Pierre Laval, rentrant de Genève, a pu mesurer à quel point le peuple de Paris réprouvait les manœuvres des « comitards », qui, dimanche dernier, en l'absence du président du Conseil, avaient condamné à mort son ministère.

Dans les acclamations qui ont salué le retour du chef du gouvernement, il n'y avait pas que l'enthousiasme de la foule. Il y avait aussi son écœurement, sa rancœur contre les politiciens responsables de la crise.

Romier, dans le *Figaro*, semble croire que Herriot abandonne le pouvoir :

Or, que voyons-nous ? M. Herriot, partisan décidé du rapprochement franco-soviétique, quitte à la fois le pouvoir et la présidence du parti radical. Il est remplacé par M. Daladier, auteur du Pacte à quatre, d'inspiration mussolinienne, et naguère partisan déclaré d'un rapprochement franco-allemand.

L'Action Française expose nettement la comédie du Continental :

Quelle bande de Tartuffes !

Il n'y a rien à ajouter au récit pittoresque que nous a fait notre Paul Mathiex du concile du Continental... Aucun compte rendu ne vaut le sien.

Ce « pauvre homme », qui votait pour le ministère dont il faisait partie et qu'il cherchait à perdre, n'a su donner dimanche à ses amis qu'une leçon d'hypocrisie : « comment il fallait s'y prendre pour tuer sans en avoir l'air, soit l'assassinat par procuration ».

Dans la presse du Front populaire, la tromperie parlementaire est transformée en espoir pour les masses travailleuses

L'Œuvre :

Un parti radical qui abandonnerait le rassemblement populaire trahirait ses origines.

Nous ajouterons : capter la confiance des masses travailleuses pour les trahir au profit du grand capital...

Blum considère « légitime » la tartufferie infecte :

Il est tout à fait légitime que, dans leurs délibérations actuelles, les radicaux placent au premier plan leurs intérêts spéciaux de Parti. Ce n'est pas nous qui leur en ferons reproche.

Puis, Blum, dans le *Populaire*, se trémousse d'importance et annonce que son Parti

...est prêt à assurer l'existence de tout gouvernement qui, se substituant à celui de M. Laval, fournirait une suffisante garantie pour la défense des libertés républicaines et pour la pratique de la « sécurité collective »...

Il n'y a plus de capitalisme, de classes, il y a « Laval » :

Si l'on veut d'un gouvernement de Front populaire, nous applaudissons et nous en sommes.

Si l'on aime mieux un gouvernement radical, nous le soutenons.

Si l'on s'en tient à un gouvernement « de concentration à gauche » nous assurons son existence contre les attaques ou les embûches de la réaction. Nous ne lui demandons que de nous débarrasser de M. Laval et de nous assurer des garanties suffisantes pour l'ordre républicain au dedans, pour la « sécurité collective » au dehors.

Nous nous offrons aux coups si l'on nous appelle, et c'est ce que nous préférons. Nous nous effaçons, si on le préfère.

Je cherche des formules encore plus claires et plus catégoriques. J'avoue que je ne les trouve pas.

LEON BLUM.

Tout prolo saurait la trouver : « Baisser son froc... »

Avec « L'Humanité » la farce continue et s'amplifie

Au cours des derniers mois *L'Humanité* s'est particulièrement distinguée dans la lutte (?) pour « mettre bas Laval ».

Tout d'abord, la défense du « Président Herriot ». Ah ! mais !!

...que penser d'une situation comme celle-ci, où l'on peut voir M. Herriot injurié grossièrement dans la presse qui constitue le meilleur soutien de M. Laval...

Où est-il le temps de Herriot au poteau ?

Ensuite les conseils « amicaux » :

Quand les partisans de la prétendue « trêve » en sont là, on ne voit pas très bien quels bénéfices politiques un grand parti qui continue à considérer M. Herriot comme son chef, peut retirer de la trêve...

Et l'on prend soin de la dignité du grand Parti :

Un grand parti comme le parti radical ne peut pas laisser indéfiniment bafouer le Front populaire dont il fait partie par une minorité indisciplinée dont les responsabilités personnelles risquent de rejaillir sur lui tant elles révoltent à juste titre les masses sincèrement républicaines.

Puis l'on se fait gentiment gronder :

Un peu plus d'activité de la part de certains amis de M. Daladier aurait, dès hier, pu faciliter une solution que la France attend avec impatience.

Scrongneugneu, Edouard, c'est pas pour des prunes qu'on a fait crier « Daladier au pouvoir ! », le 14 juillet.

Et l'on s'étonne que M. Herriot ne comprenne pas assez vite !

Et ce qui nous étonne, c'est qu'après le vote, ce matin, par la majorité du groupe radical, d'une motion de défiance à Laval, M. Herriot soit encore sur les bancs du gouvernement ! (Discours de Ramette, député du P.C., 16 janv.).

A l'entendre, on pouvait croire que le malheureux Ramette n'a rien compris à la « technique parlementaire » du père de la « mère malade ». Ayant alors épuisé le stock des formes amables, on s'attaque à la botte de foin électorale. Comme on se comprend bien alors !

Il est des noms (nous les publierons) que les masses françaises, à la veille d'un scrutin qui doit voir triompher le Front populaire, n'oublieront pas...

Et, toujours dévoué, Vaillant-Couturier cherche à justifier le tout en déclarant :

Nous ne pouvons pas oublier que dans la soirée d'avant-hier le bureau du Comité exécutif du parti radical a confirmé son adhésion sans réserves au programme du Rassemblement populaire.

A l'aide de cette entourloupette on voudrait nous faire oublier cette déclaration de M. Maël à l'issue d'une réunion radicale :

M. Edouard Herriot nous a d'autre part manifesté sa résolution de quitter le gouvernement, mais à une date qui n'est pas encore fixée, et ce, d'accord avec M. Pierre Laval.

Définitivement prêt à toutes les culbutes pour expliquer et excuser les « contingences gouvernementales » du président Herriot, Vaillant-Couturier, dans *L'Huma* du 20 repart de plus belle dans sa campagne de « justification radicale ».

Ensuite le discours de M. Herriot, catégorique dans sa condamnation de Laval — et comme homme et comme politique — mais contenant l'indication d'une tactique souple de temporisation tendant à obliger en définitive le Parlement à renverser le ministère.

Admirons ensemble la subtilité de l'argument final ! Et dire que ces zèbres-là ont encore le culot d'appeler ça une politique révolutionnaire !

Et pourtant...

En relisant *L'Humanité* :

.. ..

La bourgeoisie française tire argument de ce fait pour justifier ses monstrueux armements, ses formidables budgets de guerre, et pour évoquer le spectre de la guerre qui menacerait la « France pacifique », « républicaine », « démocratique ».

.. ..

C'est pourquoi les « démocrates français ont été les fourriers d'Hitler ; ils sont ses meilleurs soutiens. Et qu'on n'essaye point de nous présenter une prétendue défense de la démocratie contre le fascisme.

.. ..

Aux masses travailleuses de notre pays, qui défendent leur pain, les hommes de « gauche » à la Herriot déclarent : « Ne manifestez pas, regardez du côté de l'Allemagne ». Ce chantage grossier montre comment, avec son système de Versailles, l'impérialisme français veut désarmer la colère des multitudes qu'il exploite. C'est ainsi qu'il essaye de poursuivre sa politique intérieure d'exploitation renforcée des travailleurs.

.. ..

C'est ainsi que les formules de « paix » deviennent un moyen de préparer la guerre et avec ça on aboutit à un nouveau 1914.

De qui sont ces écrits ? Le manque de place ne nous ayant pas permis de poursuivre notre « Concours du Caméléon », disons-le de suite : Jacques Duclos (*Humanité* du 19 février 1935.)

Qui a changé ? Herriot, le rapport des classes ? Duclos ? Non, les ordres de la politique étrangère russe ; car le même J. Duclos écrit dans *L'Humanité* du 21 janvier 1936 :

Une guerre de défense de l'U.R.S.S., rempart du prolétariat mondial, serait juste.

Dans le *Populaire* du 18 janvier S. Zyromski met l'unité organique sous le signe du sac au dos !

Le point de jonction décisif : Défense de la Russie soviétique.

AVEC LE CROCHET DU BIFFIN

Une histoire à écrire

Une histoire qui reste à écrire, c'est celle du parti radical. Pour le faire, c'est bien plus le crochet du biffin que la plume de l'écrivain qui s'impose.

Commençons à fouiller dès aujourd'hui. Lecteurs, préparez-vous aux mauvaises odeurs... et après, fouillez aussi dans la poubelle. Apportez les matériaux pour l'histoire de ce parti.

⁂

Dans les scandales de la IIIe République, on en trouve à chaque coup : Naquet, dans l'affaire du Panama; Monis, qui précéda R. Renoult et Hesse dans les pressions sur la magistrature; Clemenceau, avec Cornélius Herz; Caillaux, qui ne fut pas tout blanc dans le scandale Rochette; Leygues, qui affectionna les héritages; et dans l'affaire Stavisky, en plus de Renoult et Hesse, Dalimier; Klotz, qui passa en cour d'assises.

Dans les colonies et protectorats, les radicaux ne s'appauvrissent pas : Doumer, Doumergue, Augagneur, Steeg, Violette ont laissé des souvenirs en Algérie, au Maroc, en Indochine, à Madagascar; ils en ont emporté aussi. Stephen Pichon ne laissa pas passer la guerre des Boxers, en Chine, sans quelques avantages.

⁂

Ils aiment les travailleurs, leurs voix aux élections, bien entendu, mais pas leurs manifestations.

Clemenceau, Caillaux font tirer : Draveil, Fourmies, Villeneuve-Saint-Georges, Narbonne, la Champagne ont eu leur sol rougi du sang ouvrier sous les feux commandés par les radicaux.

Les radicaux votent les trois ans à la veille de 1914.

Pendant la guerre, ils convient les généraux aux offensives pour le communiqué, les Mangin, les Nivelle; Clemenceau instaure la terreur. S. Pichon soutient les armées blanches contre la Révolution russe.

Ils sont du Bloc national en 1919; à la Chambre bleu horizon. Herriot se glorifie d'avoir brisé les grèves de 1920, il soutient le gouvernement Millerand-Le Troquer dans ses révocations de cheminots. Le parti radical soutient l'occupation de la Ruhr.

A la veille des élections de 1924, il tire son épingle du jeu. Au pouvoir, il prend « toutes les places ». Une amnistie au compte-gouttes et en route pour la guerre du Maroc : il faut protéger les intérêts de la Banque de Paris et des Pays-Bas, son bailleur de fonds à cette époque. Le général républicain Sarrail « pacifie » la Syrie.

Crise financière de 1926: pour la « maman malade », Herriot s'allie à Poincaré et Marin: les radicaux votent le double décime.

1932, nouveau coup du cartel. Et, tout de suite, les « trains budgétaires » s'ébranlent avec Herriot, Chautemps, Daladier. Déflation et déflation avant le 6 février 1934.

Après son coup de force, la réaction va chercher chez les radicaux un saxon entre les saxons, Doumergue. Appuyé par Herriot, il instaure « la trêve »; la déflation continue. Avec Flandin et Laval, la « trêve », c'est toujours la déflation votée par les radicaux.

⁂

Amitiés de « gauche ». Patrons de « gauche ».

Malvy n'est pas que l'ami de Chiappe, il est aussi celui de la Cie des Wagons-Lits.

Meyer s'entend avec les armateurs du Havre tout aussi bien que Marchandeau avec les grands crus de Champagne. Cot n'a qu'un pur amour pour l'aviation. Roche, de *La République*, n'a aucune relation avec les industriels du Nord. La famille Sarraut n'a aucun intérêt matériel; sa presse ne sert qu'à entretenir « la flamme d'un autel, le foyer vigilant de l'idée républicaine » (Herriot).

Les Loges veillent soigneusement au recrutement des fonctionnaires de la IIIe République.

Ouvriers du textile des Vosges, quel bonheur d'avoir un patron de « gauche », Lederlin. Et vous, métallurgistes de Sochaux, Audincourt, qui êtes du front populaire avec Peugeot.

Pourriture. Tripotage. Capitalisme. Répression ouvrière dès qu'il naquit.

« Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tzar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne » ainsi commence l'immortel « Manifeste du Parti communiste » de Marx et Engels.

Aux radicaux de France s'allient aujourd'hui le parti socialiste et le parti communiste.

pas de connaissance sans action ... pas d'action sans doctrine

Au moment où le Parti socialiste et le Parti communiste se joignent au Parti radical, citons ce que disaient Lénine et Trotsky sur ce parti et sur l'attitude que doivent avoir des révolutionnaires à l'égard de cette formation de la bourgeoisie.

DANS LES ŒUVRES DE LÉNINE ET TROTSKY

CONTRE LE BLOC AVEC LE PARTI DES RADICAUX

De la « Défense de la République » à l'oppression bourgeoise »

« Rappelez-vous les socialistes français, dans le genre de Millerand, Viviani, Briand, qui maintenant, avec Clemenceau à leur tête, dirigent la France archi-

Gueules de...

bourgeoise, font donner la troupe contre les grévistes, etc... Pour maintenir le socialisme, ils appelaient les gens à défendre la République d'une façon générale, la République en soi. Pour maintenir la République, ils votaient, avec ou sans accords préalables, pour les politiciens bourgeois ordinaires, pour les opportunistes. Et c'est ainsi que, petit à petit, ils sont forcément arrivés à se transformer eux-mêmes en vulgaires partisans de l'oppression bourgeoise. »

(LÉNINE, *Œuvres complètes*, X, 173.)

Contre le bloc avec le parti bourgeois sans vergogne des radicaux

Alors, comment peut-on concevoir le bloc avec le parti bourgeois sans vergogne des radicaux et des « radicaux-socialistes » ? Ce n'est que par l'agitation dans les masses *contre* lui, que les socialistes français peuvent *arracher* tous les éléments démocratiques de ce parti et ainsi en *pousser* une certaine partie vers la gauche, vers la démocratie. Vu leur dépendance complète des masses, pendant les élections (car il existe évidemment en France le suffrage universel et le gouvernement parlementaire), le nombreux radicaux réfléchiront bien avant de voter définitivement *pour* la loi réactionnaire, fort impopulaire dans les masses.

Le seul appui sérieux de la démocratie et de la République en France (comme partout ailleurs), ce sont les masses, les masses d'ouvriers et, derrière eux, les masses de petits paysans, et non pas les meneurs parlementaires, les pitres, les arrivistes et les petits aventuriers des partis bourgeois qui, aujourd'hui, se déclarent « radicaux-socialistes » pour vendre demain (contre une petite place ministérielle ou une affaire lucrative sous forme d'une concession quelconque ou d'un poste dans le syndicat de millionnaires, etc...), la démocratie et la patrie (comme l'ont fait les bourgeois français en vendant à Bismark, en 1871, la France, effrayés par l'insurrection des ouvriers parisiens contre l'esclavage salarié).

On peut seulement saluer chaleureusement les socialistes français qui luttent contre l'idée du bloc et qui développent le travail et l'agitation socialistes dans les masses.

(LÉNINE, *Pravda*, 18-6-1913.)

Les « classes moyennes » le parti radical et le fascisme

La petite bourgeoisie, en la personne des masses ruinées des villes et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile envers sa propre couche supérieure ; elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent en fait qu'un abîme les sépare de tous ces maires, de tous ces avocats, de tous ces arrivistes politiques, dans le genre de Herriot, Daladier, Chautemps et Cie, qui, par leur mode de vie et par leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite bourgeoisie, son impatience, son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaule les carriéristes et les staviskrates, mais ne donnent rien aux petits travailleurs. Eux, ces démagogues, dressent le poing à l'adresse des banquiers, des gros commerçants, des capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent aux sentiments des petits propriétaires, tombés dans une situation sans issue. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent par la force de chasser le Parlement. Cela en impose au petit bourgeois tombé dans le désespoir. Il se dit : « Les radicaux, parmi lesquels il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers ; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes ; les communistes, on ne peut rien y comprendre ; aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre ; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut. »

(L. TROTSKY, *Où va la France ?* nov. 1934.)

Une alliance avec les radicaux serait une alliance contre les classes moyennes

Une alliance véritable du prolétariat et des classes moyennes, c'est une question non pas de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire.

Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

Tout le fond de la situation politique actuelle est dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique « radicale » conservatrice, qui a

... rad-soc

toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier dans cette situation aux radicaux, signifie se condamner au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans l'étreinte du fascisme, comme le seul sauveur.

Le parti ouvrier doit s'occuper non pas d'une tentative sans espoir de sauver le parti des banqueroutiers ; il doit, au contraire, de toutes ses forces, accélérer le processus d'affranchissement des masses de l'emprise radicale. Plus il mettra de zèle et de hardiesse à accomplir ce travail, et plus il préparera véritablement et rapidement l'alliance de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie.

(L. TROTSKY, *Où va la France ?* nov. 1934.)

LES NOTRES

Raymond Lefebvre

(*Suite de la première page*)

Il se révèle bien vite comme une des forces les plus grandes parmi la génération des anciens combattants. Il attaque impitoyablement les socialistes d'union sacrée ; au congrès socialiste de Strasbourg (février 1920), il prononce un discours violent contre eux, contre « cette canaille d'Albert Thomas ». Il est poursuivi pour avoir dit que Poincaré méritait douze balles dans la peau.

Au IIe Congrès de l'Internationale communiste, il se rend illégalement à Moscou, avec les syndicalistes Lepetit et Vergeat. Après le Congrès, désireux de rentrer vite pour la préparation du Congrès de Tours, il tente avec ses compagnons la traversée de la Mer blanche. Ils ne parviennent pas à le faire à cause de la tempête. Leurs corps n'ont jamais été retrouvés.

Quelques années. Des œuvres (*La Révolution ou la Mort*, *L'Eponge de vinaigre*) d'une valeur remarquable. Il symbolisa le combattant venu au socialisme : une soif d'action, de combat, d'en finir avec le vieux monde. Et un bagage politique, doctrinal et expérimental, très léger. Lui, Raymond Lefebvre fut vaincu par les éléments. Les autres, la grande masse fut à nouveau vaincue par les mauvais bergers du mouvement ouvrier.

"LA REVOLUTION OU LA MORT"

S'organiser pour une course de fond

En 1920, Raymond Lefebvre écrit La Révolution ou la Mort, *un véritable pamphlet contre le capitalisme. En conclusion, il appelle l'avant-garde révolutionnaire à se regrouper autour de l'Internationale communiste qui était alors le pôle de tous ceux qui préparaient la révolution dans le monde. Les paroles de Reymond Lefebvre que nous reproduisons ici ont aujourd'hui à nouveau leur pleine valeur de 1920 ; aujourd'hui, aux deux partis et à la C.G.T. s'applique ce qu'il disait alors du parti unifié et de la C.G.T. ; et la IIIe Internationale a succombé tout comme la IIe.*

Un mouvement de masses exige chez ceux qui l'encadrent, une doctrine, une documentation, une foi que les chefs actuels de la classe ouvrière n'ont pas, et que les masses ne savent pas exiger d'eux. Les masses sont capables d'un élan bien musclé, et de persévérer dans la lutte. Exemple les cheminots, qui ont tenu un mois pendant la grande grève de mai, et cela malgré la grève perlée de la propagande, que les anciens chefs de la Fédération (Bidegaray et son bureau) avaient organisée depuis 1914. Mais les masses ouvrières n'ont pas assez de suite dans leur mouvement, par la faute des organisations qui n'entretiennent ni l'enthousiasme, ni le sens des dangers du siècle.

⁂

Dénoncer le danger d'une guerre future « plus scientifique que l'autre », dénoncer le danger des épidémies chroniques et de la dégénérescence, et le danger de l'esclavage par la famine, et (conclusion nécessaire) la campagne acharnée pour la Révolution, est-ce le Parti, est-ce la Confédération qui l'osent ? Ils se taisent. Et ils n'agissent pas plus qu'ils ne parlent. Demain, un hasard livrerait le pouvoir à la Classe ouvrière, quelle organisation surgirait de dessous le Capitalisme démoli ? Rien n'est prêt. C.G.T. et Parti ont chacun une série de solutions confuses... Aucun plan n'a été formulé. Les chefs actuels sont si peu révolutionnaires que jamais ils n'ont voulu s'occuper de ce qui, grâce à eux, n'arriverait jamais. Si bien qu'on serait dans l'obligation de subir une période d'essai dans laquelle la Révolution et la France courraient de gros risques.

⁂

Or, la méthode communiste, qui prouve en Russie sa force, exige de vous une préparation soigneuse. La Révolution, c'est une course de fond. On s'y jette d'un coup de jarret. On ne fait que commencer à peine, ce jour-là où on a imprimé l'élan du départ.

.. ..

Ceux-là, en effet, qui ont compris que la Victoire n'avait rien apporté à la France sinon la vie chère, l'épidémie, la guerre, et qui veulent étouffer à temps ce triple danger né d'un régime ; ceux-là qui ont compris que les choses ne feraient qu'empirer jusqu'au jour où ce régime capitaliste tomberait; ceux-là qui ont compris que le régime capitaliste ne transigera pas, ne composera pas, ne s'améliorera pas, mais au contraire, docile à l'évolution vers la déchéance, se fera plus oppressif, plus accapareur, plus incapable jusqu'au jour où le prolétariat s'emparera de la dictature ; ceux-là, et ceux-là seuls, doivent se grouper pour mettre au point l'application des méthodes communistes à la France actuelle, et, d'ici là, organiser la propagande, discipliner les gros conflits sociaux, consolider les relations internationales des masses. Avec le régime capitaliste, nous allons à la ruine et à la mort : dès lors que ce postulat est établi, la conséquence révolutionnaire devient un devoir de conscience qui absorbe tout. Les timidités, les hérédités, la peur de se compromettre, la peur de peiner de vieux camarades, ou de rompre avec un cercle de vieux amis, la peur de gâter ce qu'on appelle l'unité ouvrière (l'unité ouvrière n'existe pas, il y a un chaos d'ouvriers et de politiciens démocrates où on doit pratiquer des coupes sombres) rien enfin ne doit tenir un moment de plus devant le devoir de sauver la civilisation menacée, en confiant à l'Internationale communiste un soin dont le capitalisme s'est rendu indigne.

PARAITRA DANS LA PREMIERE SEMAINE DE FEVRIER

4e internationale

Revue publiée par le Comité pour la IVe Internationale (Bolchevik-léniniste)

CINÉ

A propos du film « Massacre »

Une salle a repassé ce beau film la semaine dernière. Les sévices et les brimades dont sont victimes les dernières tribus de Peaux-Rouges en Amérique du Nord en ont fourni le sujet.

Le début est remarquable, on étale la vie misérable imposée par la loi américaine à ces peuples dénommés « inférieurs », sous le prétexte, bien connu, de les civiliser. Mais la fin du film tend à détourner les responsabilités de cet état de fait. On y voit de mauvais juges, des jurés vendus, prononçant des condamnations scandaleuses. Mais leur victime, un indigène, réussit à s'évader et trouve à New-York de hauts personnages tout disposés à le défendre contre le mauvais juge, etc...

La conclusion du film tend donc à faire croire que les opprimés le sont par un petit nombre de représentants du régime, mais que ce régime lui-même est juste et humain, alors qu'au contraire c'est lui qui est responsable de cette oppression.

RADIO

Misère des programmes

Il faut être vraiment habile pour dénicher une émission intéressante au milieu du flot envahissant des inepties bêtes à pleurer ! C'est que la T.S.F. illustre remarquablement la dégénérescence culturelle de la bourgeoisie : elle a en mains des installations techniques souvent remarquables, mais ne peut confier aux ondes, en même temps que les manifestations de sa pauvreté intellectuelle, que le mensonge nécessaire à sa domination.

On nous fatigue les oreilles avec de vieilles romances sentimentales, des trémolos pleurnichards et des poèmes à dormir debout. Pourquoi ? Parce que la seule évocation par le roman, la poésie, le théâtre ou la chanson, de la période sociale que nous vivons, avec sa crise, ses misères, ses révoltes et ses luttes, est une condamnation pour cette société. C'est pourquoi on s'escrime à nous chanter le bon vieux temps, ou à nous décrire les petits ennuis de la reine-mère, les crises de conscience d'une poule de luxe et d'un vieux monsieur, etc., etc.

Que faire pour changer cet état de choses ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier très prochainement.

LIVRES

SANG ET LUMIERES, de Peyré.

Beaucoup de sang, mais beaucoup moins de lumière ! *L'Escadron blanc*, *Le Chef à l'Etoile d'Argent* ont plus de vie que l'ouvrage couronné par les Goncourt. *Sang et Lumières*, c'est beaucoup moins l'Espagne et ses passions, ses jeux violents de l'arène que l'histoire, bien quelconque, d'un matador aristocrate. Ricardo, « prince de la cape », est prisonnier d'une femme qui en veut aux cachets qu'il gagne dans l'arène. Amoureux fou, il en oublie les précautions les plus élémentaires exigées par son métier et périt à la plaza de Madrid.

Rien de particulièrement attachant dans ce livre. Peu de vie et l'intrigue n'est pas neuve !

SCIENCES

A propos des inondations

Les désastreuses inondations qui viennent de ravager des régions entières de la France ont remis à l'ordre du jour des discours et des articles de la grande presse (comme chaque année !), la fameuse question du déboisement.

En effet, le rôle régulateur joué par les forêts des montagnes est capital : les arbres consolident le sol par leurs racines, divisent en mille filets les eaux provenant des pluies ou de la fonte des neiges. Dans les régions déboisées, les pluies persistantes et les crues des rivières prennent un caractère torrentiel, alors que les arbres ralentiraient l'écoulement, empêcheraient le ravinement des pentes et la formation des torrents.

Cette propriété régulatrice des forêts n'est pas une découverte récente. Le régime féodal le connaissait : un système d'aménagements et de réserves était appliqué aux forêts domaniales, et les propriétaires de forêts étaient soumis aussi à ce règlement.

Mais la Révolution bourgeoise de 1789 détruisit ces règlements : l'industrie croissante avait besoin de bois en grande quantité, pour la construction de vaisseaux, pour la charpente des immeubles, etc., et elle ne pouvait pas rester soumise à ces « prescriptions arbitraires et tyranniques ».

Et, au risque de faire sourire, nous pouvons affirmer que, avec le degré de développement acquis par la technique, c'est le régime capitaliste qui est responsable des inondations qui se produisent à notre époque.

L'illustre géographe Elisée Reclus (1830-1905), qui fut aussi anarchiste et communard, a consacré aux inondations une partie importante de ses divers ouvrages ; il a montré l'impuissance de l'Etat bourgeois à prendre des mesures efficaces contre elle, puisqu'il faudrait toucher à la sacro-sainte propriété, à la *liberté* du propriétaire (qui, en régime capitaliste, a le *droit* de faire ce qu'il veut des forêts qu'il *possède*).

Seule la gestion de l'économie par et pour la collectivité des travailleurs pourra résoudre les questions interdépendantes des inondations, du déboisement et du reboisement en supprimant la propriété privée du sol et des richesses naturelles.

CHRONIQUE DU TOUBIB

L'ordre des médecins

Nous avons vu comment, en fait, l'exercice de la médecine était, en France, comme dans tous les pays capitalistes, monopolisé par la bourgeoisie. Récemment, sous l'impulsion des médecins les plus réactionnaires, groupés dans des « syndicats » rétrogrades toute une législation nouvelle est venue consacrer dans cette branche spécialisée d'activité sociale, la médecine, l'état d'esprit prédominant actuellement dans la caste dirigeante : la haine, le mépris et la crainte de « l'étranger ».

Cette xénophobie, accompagnée naturellement, comme toujours, d'antisémitisme, ne s'est pas manifestée seulement au « Quartier Latin », à la Faculté de médecine, dans les hôpitaux ou à la Cité Universitaire.

Mais ce qui est bien plus symptomatique encore du régime sous lequel nous vivons, c'est que, dans la semaine qui suivit, toute une série de textes fut élaborée et adoptée, qui revient purement et simplement à interdire l'exercice de la médecine en France, à d'autres qu'aux seuls citoyens français ! Tout ce qui n'est pas national n'est pas nôtre !

⁂

Mais ces mesures, si odieuses soient-elles, ne suffisent pas : elles ne protègent la bourgeoisie que contre l'ennemi extérieur, et pas contre l'ennemi intérieur.

Contre celui-là, contre le Français de France, qui, ayant eu l'audace d'entreprendre ses études médicales sans offrir les garanties suffisantes, voudrait, étant enfin médecin, sortir de l'ornière séculaire, creusée et pieusement entretenue par des générations successives de pontifes conformistes, contre ce révolté, contre cet anarchiste, il fallait une arme !

Tous nos camarades savent qu'il existe un « Ordre » des Avocats, qui règle les différends entre avocats ou entre les avocats et la justice (comme par exemple dans l'affaire des Oustachis d'Aix-en-Provence !). Aucun avocat n'a le droit de plaider s'il n'est pas admis par « l'Ordre » ou s'il en est exclu. Ce fut le cas de Sadoul, qui, après avoir été acquitté, dut faire un procès à « l'Ordre » qui refusait par superpatriotisme de le réintégrer.

Et voilà, ce que de toutes pièces, on voudrait créer pour les médecins (ou contre les médecins ?), système si ridicule que même au temps de Molière, les médecins n'y étaient pas assujettis.

Tout le monde est d'accord :

Les pontifes d'abord. En effet, pour eux, ce sera quelques titres de plus. Pensez donc : Président, ou Bâtonnier du Conseil de l'Ordre des Médecins. Ça pose tout de suite le bonhomme !

Le médecin moyen, ensuite. Parce qu'il s'imagine que « l'Ordre » le débarrassera de quelques « médecins marrons » qui sont véritablement la plaie et le déshonneur de la profession.

Le client-gogo, aussi. Parce qu'il a un peu perdu la croyance en ce dieu du XXe siècle incrédule : le médecin, et que, si on lui donnait un peu d'art, un peu de mystère, un peu de decorum (la robe rouge, le chapeau pointu, ou « l'Ordre ») il croirait de nouveau plus facilement à son idole.

⁂

Seulement, il y a un seulement...

Avec « l'Ordre », fini de rire ! On pourra le dire, « l'Ordre » régnera à Varsovie !... A Paris aussi. Et partout. Jusque dans le plus petit trou de campagne, « l'Ordre », tout comme l'autre « Ordre » si fameux, celui de Jésus, aura ses ramifications. Et alors, finie la liberté, si chère au médecin, *si indispensable à la médecine*.

Si tu veux t'établir, si tu veux exercer, si tu veux travailler, si tu veux prescrire, soigner, guérir, expérimenter, étudier, essayer, oser, aider, agir, penser, halte-là ! Défendu !

Fais, ô médecin ! ce que tes maîtres t'ont appris à faire. Ne cherche pas à comprendre, à modifier, à améliorer. Ne fais pas de politique, ne critique ni le gouvernement ni les pontifes. Va à la messe. Ou sinon, tu n'es plus médecin. C'est simple, efficace, de bon goût.

Voilà ce que sera « l'Ordre des Médecins ».

⁂

Voilà ce qu'il sera si nous avons la folie de ne pas agir. Si nous n'agitons pas l'opinion, si nous ne secouons pas les parlementaires, si nous ne réveillons pas les médecins encore un peu conscients des véritables intérêts de la médecine : l'intérêt des malades et non celui des médecins.

Mais il ne suffit pas de faire échec à la réalisation de « l'Ordre ».

Il faut encore sonner le rassemblement de tous les médecins non encore acoquinés avec l'Eglise et le Fascisme.

Il faut qu'ils aient le courage de quitter les fameux « syndicats » médicaux actuels qui ne sont en réalité que de basses sociétés de secours et de congratulations mutuels, nettement réactionnaires et cléricales, et qui osent parler au nom de tous les médecins.

Il faut créer d'urgence un véritable syndicat des médecins, dans le cadre de la C.G.T., unique, syndicat qui n'ait pas honte de son nom, et dont l'action soit dirigée au mieux des intérêts de la collectivité, et non d'un petit groupe d'individus organisés.

Nous lançons un pressant appel à « Médecine et Travail » et aux « Médecins Socialistes ».

Eux seuls peuvent ainsi empêcher la réalisation de cette monstrueuse régression : « l'Ordre des Médecins. »

OUVRIERS . PAYSANS . SOLDATS

LES PROBLÈMES SYNDICAUX

Sur le programme du "Front Populaire"

UEL fameux programme qui va servir de panneau-réclame au « Front populaire », pendant la période électorale, est publié ! Et tous les béni-oui-oui des « partis révolutionnaires » de s'extasier !

Un programme de plus. Et Dieu sait si la classe ouvrière, asservie et exploitée, en a vu se succéder, des programmes et des plans ! Tous ont été aussi utopiques, aussi inopérants, aussi grotesques, car ils étaient atteints d'un vice rédhibitoire. On ne fournissait jamais à la classe ouvrière les *moyens* pour réaliser.

Aujourd'hui, on ressort quelque chose de plat et d'inconsistant, susceptible de satisfaire sur le papier les formations bourgeoises bien décidées à ne rien faire, et les partis révolutionnaires qui ont peur de la révolution.

En ce qui concerne le mouvement syndical, le programme du « Front populaire » est d'un vague effrayant. Les rédacteurs ont senti la nécessité de donner un coup de chapeau aux masses syndiquées. C'est pourquoi il ont porté au point cinq : « application et respect du droit syndical pour tous ; Respect du droit des femmes au travail ».

Application et respect du droit syndical ? Rappelez-vous que certains membres du « Front populaire » portent une responsabilité dans les fusillades de Brest et de Toulon. Or, c'est en vertu du droit syndical, pour défendre leurs salaires, que les ouvriers des arsenaux protestaient. Respect du droit syndical ? Les frères Peugeot font crever leurs ouvriers de faim dans les bagnes de Sochaux et de Montbéliard ; ils balancent systématiquement non seulement les syndiqués, mais les parents ou enfants de syndiqués ; un système de police est institué, permettant de déceler ces coupables. Pourtant Jean-Pierre Peugeot est inscrit au Parti radical ; Herriot se déplace pour soutenir sa candidature et, par *discipline*, les membres du « Front populaire » devront assurer, au second tour, le succès de cet ennemi du peuple, de ce patron de « gauche ».

Respect du droit des femmes au travail ? Les décrets-lois qui les spolient de belle façon sont ratifiés. Demain, s'il faut artificiellement résorber le chômage, elles seront chassées des administrations et des ateliers. Puis, si la main-d'œuvre féminine est employée largement, c'est parce qu'elle est moins rétribuée que la main-d'œuvre masculine. Le capitalisme profite de cette concurrence pour avilir l'une et l'autre. Cette revendication élémentaire de l'égalité des salaires ne figure même pas sur le programme.

Les travailleurs syndiqués doivent dissiper toutes les illusions de ce programme. En effet, en acceptant l'hypothèse d'un gouvernement de « Front populaire » ferme et énergique, il le sera pour prendre parti contre les ouvriers.

Pour la défense des libertés syndicales, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes. C'est en s'organisant méthodiquement qu'ils y parviendront. Ils exigeront dès maintenant la formation des milices ouvrières dans chaque syndicat, de comités dans chaque entreprise. Ils mettront à leur tête des hommes décidés, désignés par eux.

LA VIE SYNDICALE

LES FUSIONS SYNDICALES

L'unité syndicale est réalisée dans la Seine

Après les fortes fédérations, c'est la plus forte Union départementale de la C.G.T. unifiée qui vient d'être constituée : dans la Seine. Il y aura une union groupant environ 200.000 ouvriers. C'est peu. Mais ce pourrait être beaucoup.

Pour qu'il en soit ainsi, il eût fallu que ces 200.000 travailleurs aient une direction ayant une vue claire de la situation et des problèmes dont elle exige la résolution, à défaut de quoi c'est la catastrophe. Mais il n'en est pas ainsi à l'heure actuelle.

Congrès passionné, a-t-on écrit. Oui, mais si passionnant pourquoi ? Pour des questions de second plan : compatibilités ou incompatibilités, et composition de la commission exécutive. Sera-t-on 15 ex-confédérés ou 15 ex-unitaires, 14 ex-confédérés et ex-autonomes ? Cuisine.

Ce qu'il faut, c'est amener les travailleurs, la vraie base, à se mettre en colère.

DANS LE BAS-RHIN

Les organisations syndicales unitaires, confédérées et autonomes ont tenu leur congrès de fusion.

Les statuts ont été discutés et ensuite adoptés à l'unanimité. Cinq ex-confédérés et quatre ex-unitaires feront partie du comité exécutif. Jouhaux et Henaff sont venus faire chacun un discours.

DANS L'ORNE

La fusion s'est effectuée le 5 janvier dans la salle des fêtes de la Halle aux Toiles, à Alençon.

Sur 30 syndicats devant constituer l'union unifiée, 28 sont représentés.

Les effectifs des syndicats ex-confédérés se montent à 2.093. Ceux des ex-unitaires à 238.

Joubert, ex-autonome, donne connaissance que 100 camarades sont inscrits aux syndicats des Indirectes.

La C.A. est composée de 15 membres titulaires, dont 12 ex-confédérés, 2 ex-unitaires et 1 ex-autonome.

DANS L'OISE

Le Congrès de fusion s'est tenu à Creil. Sur 43 syndicats, 36 étaient représentés.

Les effectifs sont les suivants : 29.000 confédérés, 7.000 unitaires. Le vote d'un texte sur les incompatibilités a été obtenu. Les membres de la C.A. possédant un mandat politique autre que celui municipal devront se démettre de leur mandat syndical.

DANS LE BATIMENT

L'unité est réalisée chez les serruriers de la Seine

L'assemblée de fusion s'est tenue à la Bourse du Travail. Les statuts de l'organisation furent unanimement ratifiés. Les confédérés demandent l'insertion dans les statuts de l'article suivant : « Le syndicat affirme l'incompatibilité de l'acceptation de fonctions ou de mandats politiques rétribués avec ceux de militants responsables de la Chambre Syndicale ouvrière ».

Au nom des Unitaires, Douence vint combattre cette proposition, et Froideval, au contraire, marqua la nécessité d'inclure cette garantie dans les statuts du syndicat.

Le vote de la proposition confédérée (contre le cumul), fut acquis à une grosse majorité.

Sont élus au Conseil d'administration : 14 ex-confédérés et 7 ex-unitaires.

L'Unité est réalisée chez les Agricoles du Midi

Le Congrès d'unité des ouvriers agricoles s'est tenu dimanche dernier, à la Bourse du Travail de Béziers.

Les statuts de la nouvelle Fédération qui groupe les unitaires, les confédérés et les autonomes, ont été adoptés

Le Congrès a adopté le programme des réformes sociales réclamées pour les ouvriers agricoles exposé par Chaussy (confédéré).

P.T.T.
Mandel, stakhanoviste

M. Mandel a-t-il décidé d'appliquer aux P.T.T. la méthode stakhanoviste ?

Dans ce grand central téléphonique, il y avait cinq auxiliaires « essayeuses » des machines automatiques On en a renvoyé trois au service des abonnés avec un jour de chômage par semaine. On a dit aux deux plus anciennes : « Vous étiez cinq, vous êtes deux: le travail doit être fait quand même et bien fait ». On les fait aider pendant une heure par les auxiliaires mécaniciens qui ajoutent ce travail au leur.

Dans les Cuirs et Peaux

ALERTE AUX CAMARADES DE LA CHAUSSURE

Chez Pillot, Bata, André, la production exigée des ouvriers est de beaucoup supérieure à celle des ouvriers des autres maisons. C'est encore et c'est toujours le chômage et la misère.

Bata veut faire construire à Vernon (Eure) d'immenses usines pour y produire des dizaines de milliers de paires de chaussures. Si ce projet se réalisait, ce serait — à coup sûr — un renforcement inouï du chômage dans la région parisienne : la fermeture de nombreuses maisons.

Nous ne pouvons pas rester inactifs. Ce serait se condamner à mort. Il y a suffisamment d'usines en France pour fournir le nombre de chaussures nécessaires à la consommation. Il ne faut pas permettre l'ouverture des usines Bata.

Une action est absolument nécessaire et urgente pour obtenir cela des Pouvoirs Publics.

Les Pillot, les André ne doivent plus avoir le droit de monopoliser la fabrication, de la chaussure, enchaîner dans leurs immenses bagnes, des milliers de travailleurs et créer le chômage pour des dizaines de milliers d'autres ouvriers de la corporation.

Il faut obtenir l'interdiction de l'ouverture d'autres usines, la promesse immédiate pour celles prévues par Bata, l'interdiction du transport des usines de Paris en Province, l'interdiction de l'agrandissement des usines actuellement en fonction.

Donc, camarade, pour le pain, pour la paix et la liberté, prends contact avec le C.A.R. de ton arrondissement qui est le seul groupement qui relève le drapeau de la Révolution.

Le mouvement antifasciste dans le Livre parisien

A la suite des menaces de raids fascistes semblables aux tentatives de 1928 sur les imprimeries de journaux ouvriers, et aussi corrélativement à un profond remous des ouvriers du Livre parisien, dès 1934 nous vîmes, à Paris, se faire jour dans les ateliers une ardente volonté de lutte, une décision nette d'organiser la défense et la riposte aux menées fascistes. Le Comité intersyndical du Livre parisien, organe prémonitoire entre toutes les organisations du Livre de la capitale, en l'attente de réalisation de l'unité, dut promettre de se mettre à la tâche et prit l'engagement d'effectuer un véritable travail de défense antifasciste.

Dans ce domaine, comme dans celui de l'application de l'impôt de chômage, de surveillance, de récupération et de sanction des heures supplémentaires, le Comité intersyndical s'avéra comme une véritable machine à engouffrer et stériliser les résolutions de la base. Si bien qu'après plus de six mois de totale inaction antifasciste du Comité intersyndical du Livre, les ouvriers, réagissant avec énergie, firent debout, dans de nombreux et les plus importants ateliers de Paris, des comités antifascistes.

En l'espace de quelques mois, vingt-six comités étaient formés, avec vie et réunions régulières, cartes, distributions de tracts, meetings. Vingt-six comités dans les principales imprimeries de journaux ou de labeur, 1.400 adhérents, un journal, *Le Livre antifasciste*, qui se vend, dès le sixième numéro, à plus de deux mille exemplaires.

Devant cette éclosion révélatrice d'une volonté de lutte marquée, les dirigeants du Comité intersyndical du Livre et, parmi eux, ces « nouveaux messieurs » permanents unitaires ne furent pas les moins acharnés, n'eurent de cesse de torpiller les comités antifascistes du Livre, les désavouant, les accusant de « concurrence » et allant jusqu'à insinuer eux-mêmes qu'ils en avaient été les véritables créateurs.

Malgré ces classiques manœuvres de sabotage des bureaucrates unitaires et réformistes, surtout des permanents unitaires, devenus de spécifiques conservateurs dans les rangs ouvriers, le meeting tenu par le Comité à la salle du *Petit Journal*, le 26 octobre, en collaboration avec Amsterdam-Pleyel et le Comité des Intellectuels antifascistes, connut un gros succès. C'était désormais un véritable mouvement, plus qu'un réveil, une poussée générale venant des ateliers.

Mais l'influence du pacte de trahison du 6 décembre à la Chambre, avec ses traductions et amplifications des appareils réformistes et staliniens, eut sa répercussion dans l'existence de ces comités : l'effort, l'élan venaient d'être brisés. On avait cassé les reins au mouvement d'action antifasciste du prolétariat parisien et, surtout, dans ce qu'il avait de plus vigoureux, de plus spontané, de plus profond.

Si bien que cette dose d'anesthésique inoculée à la classe ouvrière révolutionnaire depuis sa livraison aux chefs fascistes le 6 décembre, pèse encore sur le mouvement. Cette apathie voulue par les bureaucraties de meche avec la classe ennemie, s'est traduite jusqu'à ceci : il eût suffi, la semaine dernière, que le Comité de vigilance des intellectuels fît appel aux Comités antifascistes du Livre pour que, aussitôt, nos comités, par une action naturelle et soudaine, un voyage en forme au Quartier Latin, missent au pas, pour de bon les étudiants fascistes chahuteurs des cours de la faculté.

Au lieu de cela rien.

Aussi, comme tout groupement dévié, freiné de sa destination logique, les comités antifascistes du Livre viennent-ils de se fondre dans le Comité intersyndical, sous le couvert de secteur de l'action de ce comité.

L'opération d'enveloppement s'est appuyée sur le projet de création de Comités intersyndicaux d'atelier, prélude et réalisation en fait du syndicat d'industrie. Ce vieux et grave problème des Comités intersyndicaux d'atelier, qui a fait l'objet d'études et de projets depuis avant-guerre et dont la mise en application n'avait été ajournée que par la guerre et la scission, est ressorti aujourd'hui uniquement pour briser le mouvement des comités antifascistes. Car, avant même d'avoir fait le minimum d'agitation pour en populariser les principes, on prétend que ça ne rend pas, et on s'apprête à plier bagage. Afin d'être tranquille comme avant, avant que les comités antifascistes, issue par laquelle les ouvriers entraient dans l'action, ne vinssent troubler, menacer la quiétude des « camaradivores ».

Mais nous ne sommes qu'à l'aube des jours de batailles, et nous serons là :

Pour surveiller les responsables;

Dire à nos camarades qui veulent agir par quel bout commencer;

Tracer la voie aux luttes et expériences des ouvriers de la base.

Chez les teinturiers

La concurrence de plus en plus serrée que se faisaient ces derniers temps les teinturiers-détaillants avait fait baisser les prix-au-public et aussi les prix-à-la-fabrique : cette dernière baisse était intolérable pour les usiniers, particulièrement pour le compère de Billiet, un certain Andrieu, le plus gros de ces usiniers. Cet Andrieu conçut donc l'idée d'une *entente* destinée à faire cesser la concurrence des détaillants et à profiter de prix de monopole.

Pour ce faire, on s'appuya naturellement sur les préjugés professionnels : on partit en guerre contre les « saligauds »; on appelle ainsi les « non-qualifiés ».

Et la corruption et le chantage aidant, les usiniers d'Andrieu-Billiet obtinrent les signatures de plus de 4.000 teinturiers-détaillants de la région parisienne ; signatures par lesquelles ces petits boutiquiers ont aliéné pendant 50 ans (?) ce qui leur reste de liberté entre les mains d'un comité en apparence paritaire (en réalité patronal : 10 usiniers contre 10 teinturiers plus ou moins dépendants des premiers).

La farce a été jouée en décembre à Paris. Le communiqué inséré dans la grande presse parle d'assainissement de la profession et d'avantages pour la clientèle particulière. Fermeture de centaines de boutiques : voilà pour l'assainissement ; hausse des prix de détail : voilà pour les avantages du public.

Voilà un avant goût du corporatisme, cher aux fascistes.

coups de burin

Jacques Bonhomme a une vieille liaison qui lui a causé bien des déboires.

Il y a vingt-deux ans, cette servante-maîtresse dirigeait déjà sa maison et ne sut pas lui éviter les avatars d'une querelle dont il sortit tout pantelant.

Il la bouda un peu... et en 1924, repris par de belles promesses de fidélité... Jacques, hélas ! fut trompé. Sa vieille maison au plafond crevé était si peu agréable... et le voisin de droite était si gentil...

Après un bref retour de flamme en 1928, la volage s'éprit du beau Raymond qui parlait bien et savait soulager par de savantes saignées la pauvre mère malade.

Vint 1932, et le béguin du moment, le méchant « André-les-belles-dents » les avait eu si longues qu'il semblait que Jacques serait impitoyable envers l'infidèle... Il pardonna encore. Mais cette générosité n'empêcha pas qu'après de nouveaux écarts, elle tomba dans les bras du douteux Pierrot qui la fit gruger un peu plus le pauvre Jacques...

Celui-ci commence-t-il à voir clair ? La rusée, la main sur le cœur, affirme qu'elle n'a rien cédé à personne, que les meilleurs amis de Jacques, Maurice-le-mineur et Marcel-le-sénateur, conviennent eux-mêmes qu'après tout, elle est bonne fille et fort capable de faire, en 1936, le bonheur de celui dont elle sera l'élue.

J'ai idée que la vieille garce prépare de façon radicale une solide paire de cornes pour le front désormais populaire du pauvre Jacques.

Luttes Ouvrières

Les mineurs du bassin de La Mure poursuivent courageusement leur grève contre une diminution de salaires.

Petit bassin, la résistance qui s'y est manifestée peut se retrouver dans les grands bassins miniers. Il faut seulement appeler les gueules noires à la lutte. Au moment où les traminots de Lille, Roubaix, Tourcoing sont en bataille, il est sûr que ce ne serait pas difficile de faire bouger les gars du Douaisis, d'Anzin, ceux du Pas-de-Calais. Et c'est la généralisation de la lutte qui assurerait le succès.

Mais les dirigeants très « front populaire de paix sociale » laissent les mineurs de La Mure isolés. Bien sûr, les élus locaux du Front populaire font des quêtes, des meetings dans le pays, mais on circonscrit le mouvement avec bien plus d'empressement qu'un incendie dans la forêt.

Elargissement, généralisation, voilà la meilleure forme de soutien pour les mineurs de La Mure comme pour toutes les luttes présentes.

SEINE-ET-OISE

Mantes. — La grève continue à la fonderie Langevin. — Le mouvement continue, les gars n'ont pas accepté que la direction puisse faire une distinction parmi les travailleurs à reprendre, même si la direction accepte que le travail se poursuive aux anciennes conditions. Les secours s'organisent, la solidarité ne sera pas un vain mot.

SOMME

Gaudry. — Dumont tente de faire venir des tisseurs pour remplacer les grévistes en publiant des offres alléchantes. C'est en vain car les chômeurs de la Somme ne mangent pas de ce pain-là. Ils aideront les grévistes du tissage Dumont en grève depuis quarante jours.

SEINE

Romainville. — Douze jours de grève, sans répit qui se terminent par une victoire totale. Le carnet de revendications a été accepté par Baudin, toutes ses manœuvres ont été vaines.

***

Bois-Colombes. — Après l'usine d'Argenteuil, c'est dans celle de Bois-Colombes que la direction Lioré-Olivier engage l'offensive, trois ouvriers ont été licenciés sans retour et le débrayage massif n'a permis que de limiter les licenciements. Métallos de Lioré vigilance !

Vitry. — Toujours les diminutions de salaires !

Mardi soir, les 150 ouvrières de la Papeterie Bouilly-Leconte, 119, quai Jules-Guesde, à Vitry cessaient le travail pour protester contre une diminution de salaire horaire de 0 fr. 30 et une réduction de 10 0/0 du montant de leur prime.

PARIS Xe

Chez Sonne offensive patronale, grève de deux jours ; victoire. — La boîte de godasses Sonna tourne de l'œil, aussi les ouvriers ont été menacés de réduction ; ils arrêtèrent le travail la veille des livraisons, force leur resta, leurs salaires sont maintenus.

La réconciliation française

1.200 papetiers en grève à Vitry

1.200 ouvriers et ouvrières de la Papeterie Bouilly-Lecomte, quai Jules-Guesde, à Vitry, ont cessé le travail. Ils protestent ainsi contre une diminution de salaire horaire de 0 fr. 30 et une réduction de 10 p. 100 de la prime. Malgré la police qui fait la chasse aux piquets de grève, le mouvement continue et vaincra.

Le lock-out des casquettiers de « Chez Sools »

Les casquettiers de « Chez Sools » ont décidé de poursuivre la lutte.

Que tous les ouvriers et artisans, travaillant pour les maisons Sools, se solidarisent avec ce mouvement.

Nous apprenons que les bureaucrates de cette boîte continuent le travail. Il faut que les piquets de grève soient vigilants et fonctionnent sans arrêt.

300 ouvriers agricoles en grève dans l'Hérault

Au terme d'un accord conclu entre les viticoles et les patrons de Cruzy, les patrons devaient payer 16 francs par jour de travail. Bien que le cours du vin soit monté, les patrons ne veulent plus payer que 14 fr. 50.

Sûrs de l'appui de la population, les 300 ouvriers mènent la lutte.

Les dividendes sanglants du Capitalisme

LES LEURS :

Compagnie générale d'Electro-métallurgie

Les résultats sont restés comparables à ceux de l'exercice précédent, malgré le nouvel avilissement des prix de vente supporté par les usines de transformation, et le fléchissement important des profits du raffinage électrolytique du cuivre à l'usine du Palais.

LES NOTRES :

A travers les réseaux

Le chef de train Faustin Parquies, 41 ans, de Tarbes, est tombé du wagon qu'il occupait, sur la voie ferrée. Il s'est fracturé le crâne et fut tué sur le coup.

A Nantes

Après deux accidents mortels

Le 2 décembre dernier, notre collègue Rio, marié, père de six enfants, était tué en service sur les voies de triage à la butte de Chantenay.

On a pu chercher en vain dans toute la presse nantaise dite d'information la relation de cet accident.

La Compagnie P.-O.-Midi sait arroser le silence.

La raison est toute simple : la mort tragique de Rio survenait une semaine après celle d'un autre camarade, le camarade Noblet (François), père de trois enfants, tué dans les mêmes conditions, au même endroit.

Accidents mortels dus à des méthodes sordides de compression à outrance des effectifs, entraînant inévitablement le mépris des règlements, la fatigue excessive du personnel, l'insuffisance de la sécurité.

Le délégué syndiqué du Personnel à la sécurité ne manquera pas de tirer les conclusions sévères que comporte la répétition fréquente des accidents sur voie de triage ; et nous voulons croire que l'inspection du contrôle de l'Etat examinera soigneusement les conditions périlleuses dans lesquelles se font les manœuvres à Chantenay, faisant obligation stricte à la Compagnie P.-O.-Midi d'observer les règlements. Affectation aux postes dangereux de caleurs, d'agents initiés, avec diminution des voies à surveiller, éclairage suffisant, signaux sonores, etc... En un mot, la réalisation rapide de mesures apportant aux agents d'exécution le maximum de sécurité.

La sauvegarde de la vie humaine vaut bien quelques billets.

Un délégué du Personnel.

Un cheminot écrasé à Gabarret (Landes)

Le mécanicien Jean Lamoulié, du P.O.-Midi, a été écrasé entre deux wagons. Il est mort.

Bas-Rhin

Chez « Antor », éboulement. — Trois ouvriers ont été victimes d'un éboulement à la raffinerie Metzviller-Pechelbronn. Un est mort, deux grièvement blessés.

DE NOTRE COURRIER DES USINES

Sur le Stakhanovisme

Qu'est-ce que ce mouvement ? Il s'agit de cotauds ayant pour but de produire le plus possible dans un but d'émulation.

Alexis Stakhanov, le promoteur, a extrait en 6 heures, au marteau pneumatique, 102 tonnes de charbon. Le forgeron Bourryguine a forgé entre 112 et 127 vilebrequins en une heure. L'ouvrière en textile Vinogradov est passée de la conduite de 70 métiers à celle de 144. Il paraît même qu'elle veut faire mieux (s'il est permis de s'exprimer ainsi).

Chaque industrie, chaque métier a ses champions que l'on donne en exemple.

Il était permis de croire que la société socialiste tendait à soulager les travailleurs en améliorant la technique et l'outillage. Des malingres pensaient qu'un régime prolétarien leur permettrait de vivre comme tout le monde.

Il paraît, au contraire, que les gros salaires sont permis aux seuls gros bras, aux malabars, les mal fichus jouant le rôle de parents pauvres. Et c'est triste, 18 ans après la prise du pouvoir !

André T..., rue de Charonne, Paris (11e).

PROBLÈMES OUVRIERS

UNITÉ ORGANIQUE ET NOUVEAU PARTI

(*Suite de la 1re page*)

Je tiens à apporter mon point de vue au sujet de votre enquête sur l'unité organique et nouveau parti. Quoique cette dernière idée me fait frémir, s'il le fallait, j'y répondrais. (S'il y va du sort du prolétariat, en avant pour la victoire de la Révolution !)

Seulement n'oublions pas que l'élite révolutionnaire reste encore dans le parti communiste et même au sein du parti socialiste, et alors que va devenir notre nouveau parti sans les deux tiers de révolutionnaires qui, sûrement, nous feront défaut pour œuvrer utilement au bien-être des classes laborieuses ?

A mon avis, je crois que les groupes d'action révolutionnaire œuvreraient plus efficacement en militant dans les deux partis cités pour faire triompher nos mots d'ordre qui, étant justes, arriveront malgré tout à bousculer les mauvais calculs des bonzes du sommet.

C'est pourquoi je préfère l'unité organique, qui nous laissera toujours la possibilité de faire le nettoyage des révolutionnaires en chambre. Tant qu'à créer une quatrième internationale, je ne suis pas du tout d'accord. Pourquoi pas une cinquième ? Non. Les travailleurs du monde entier ont les mêmes aspirations. Eux seuls forment, par leurs légitimes désirs de bien-être et de vie, sous un même soleil, l'internationale unique des peuples fraternels et solidaires de la Révolution mondiale pour l'émancipation totale du genre humain.

Les non-bearteckards sauront bien un jour comprendre qui les trompe et les chasser s'il le faut.

Contrairement au camarade Jolivet, le camarade F. F., un jeune militant de la région lourangelle, n'a nulle confiance dans l'unité organique qui se prépare.

En admettant que l'unité politique prochaine apporte une nouvelle force au mouvement ouvrier français, en admettant que la fusion du P.S. et du P.C. resserre les liens déjà projetés entre les militants de ces deux partis, il est impossible qu'elle apporte un essor révolutionnaire dans notre pays parce qu'elle sera faite sur un plan politique de collaboration de classes dans un front populaire avec les représentants les plus qualifiés de la bourgeoisie française (parti radical, néos, etc.).

Non ! la fusion P.S.-P.C. ne peut être un gage de lutte révolutionnaire, parce qu'elle sera faite sur des bases socio-réformistes au P.S., néo-réformistes au P.C. Les dirigeants de la rue Victor-Massé ne voudront pas inaugurer une nouvelle politique comme celle-là, et les bureaucrates du P.C. ne voudront pas ressusciter un passé bien mort !

Et ce n'est pas avec des paroles comme : « Nous aimons notre pays... Revendications immédiates... Union de la jeunesse française... » que l'on donne ce qu'il faut aux travailleurs, ni avec l'immuable parodie légale « désarmement et dissolution des ligues », répétée sur tous les tons, que l'on apporte à ceux-ci (les travailleurs) l'assurance de ne plus se faire casser la g... par les parabellum fascistes !

D'autant plus qu'un gouvernement « Front populaire » (je voudrais bien le voir à l'œuvre) serait impuissant à empêcher l'armement des fascistes, même dans l'illégalité républicaine la plus absolue.

Ce qui revient à dire que sans écraser le fascisme (et le capitalisme) par les armes au moyen d'une violente révolution, il n'y a pas de pouvoir affranchi possible !... et que ce n'est pas avec la position actuelle des sommets de nos deux partis (P.C. et P.S.) que, même par l'unité organique, nous y arriverons, mais bien en construisant un nouveau parti révolutionnaire, de Marx et de Lénine, formé des masses arrachées à force de persuasion et de discussion, ou celles des « crânes bourrés » des deux formations, masses qui ne demandent qu'à marcher, et qui, un jour, s'apercevant qu'elles ont été trompées, lâcheront les « bonzes » empêtrés volontairement dans les pratiques légales et marcheront enfin dans la voie de l'insurrection pour la conquête du pouvoir !

En dehors de cela, plusieurs voies qui n'ont qu'un aboutissant, l'union sacrée, ce que personne ne veut, même les travailleurs les plus indifférents !

D'un camarade paysan

Un camarade d'un autre département paysan, UN CREUSOIS, influencé par les conditions locales, nous exprime ses hésitations sur la question du parti. Tout en ne partageant pas son point de vue, il nous paraît très important de le connaître pour savoir déterminer sa politique.

A mon avis, le moment de constituer des G.A.R. n'est pas encore venu. La masse des travailleurs des campagnes, encore moins que celle des villes, ne voit pas, pour le moment, la nécessité de s'armer pour abattre le capitalisme.

Ce n'est certes pas que les paysans croient à la « réconciliation française », mais il faut reconnaître que beaucoup ont encore confiance au « front populaire » et aux partis S.F.I.O. et S.F.I.C.

Je connais beaucoup de braves types, militants socialistes ou communistes : ils ne veulent pas croire que leurs partis les trahissent en préparant l'union sacrée avec la bourgeoisie « républicaine » pour soi-disant combattre le fascisme. Pour les communistes notamment, la nouvelle tactique du front unique à tout prix, du P.C., n'est qu'une manœuvre pour conquérir les masses et ils croient dur comme fer que le P.C. va reprendre sa position révolutionnaire sous peu.

Sur la question de la création d'un nouveau parti révolutionnaire, je suis indécis. Mais je souhaite que les minorités révolutionnaires se regroupent et fassent de la propagande dans les masses ouvrières et paysannes.

Pour la propagande, la *Commune* est une arme perfectionnée, je félicite ses rédacteurs et m'engage à la diffuser au maximum.

La Creuse est un département rouge : il y a une fédération socialiste assez forte, le P.C., qui n'existait presque plus, se réorganise rapidement et il y a la ligue anti-fasciste qui groupe plusieurs milliers d'adhérents. Dans ces organisations et dans les syndicats, nous sommes un certain nombre de révolutionnaires qui avons de l'influence : c'est pourquoi nous avons confiance.

Le point de vue d'un opprimé

Nous terminerons pour ce numéro — mais notre enquête continue et nous demandons à chaque camarade de s'exprimer avec son expérience sans aucune réserve — par le point de vue d'un camarade indochinois, d'un de ces exploités qui n'ont pas de raison « d'aimer notre pays » et qui ressentent profondément la trahison de la lutte contre l'impérialisme.

« Le socialisme dans un seul pays » de l'ex-bolchevik Staline aboutit logiquement à la politique actuelle de l'I.C., politique reflétant bien le néo-conservatisme russe.

...De par sa nouvelle politique de « réconciliation française » et étant partisan d'une « France grande et forte », le P.C.F. a trahi son principe et a trompé ignominieusement des millions d'opprimés métropolitains et coloniaux qui voyaient en lui l'avant-garde de la prochaine grandiose bataille libératrice.

Dans de telles conjonctures, l'unité organique prochaine du parti S.F.I.O. corrompu et du parti communiste défaillî ne pourra rien apporter au mouvement ouvrier. Bien au contraire, cette unité ne sera réalisée que pour faciliter l'ignoble besogne de tromperie et de trahison des deux bureaucraties réunies.

...Une autre perspective non moins sombre nous attend. Dans un conflit possible entre l'hitlérisme et l'impérialisme français à côté duquel se placera l'U.R.S.S., les prolétaires de France et des colonies seront conduits par le parti unique à la boucherie, cette fois au nom de la « défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. ».

Devant de telles perspectives effroyables, la création d'un nouveau parti révolutionnaire s'impose plus que jamais. Il est du devoir de tous les éléments révolutionnaires de se regrouper dans ce nouveau parti pour relever haut et ferme le glorieux drapeau rouge des prolétaires et de le mener loin jusqu'à la victoire totale : la Révolution mondiale.

Poser la question du nouveau parti, c'est résoudre celle d'une nouvelle Internationale. La IIe et la IIIe sont bien mortes pour le prolétariat mondial. Il nous faut une nouvelle qui soit l'image réelle de notre volonté de lutte, de nos aspirations communes, le symbole vivant de l'internationalisme prolétarien.

Vive la IVe !

Je crois ne pas abuser de mes anciens camarades révolutionnaires coloniaux en affirmant que telle est aussi leur pensée.

C'est un représentant de ces peuples prétendus attardés qui va le plus avant dans ses solutions.

CHEZ LES PAYSANS

Le chemin de l'Unité

Entre la Confédération Nationale Paysanne (C.N.P.) et la Confédération Générale des Paysans Travailleurs (C.G.P.T.) ont commencé des pourparlers en vue de la fusion, et trois délégations viennent de se rencontrer à Limoges.

La première était composée de quatre militants de la Fédération paysanne de l'Indre ; la seconde et la troisième représentaient respectivement la C.N.P. et la C.G.P.T.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que la délégation de la C.N.P. agissait conformément aux indications du récent Congrès tenu à Moulins par cette organisation. La C.G.P.T., que dirigent effectivement les fonctionnaires du Parti communiste, n'a tenu que trois congrès en dix ans : ses dernières assises remontent à mai 1934 et Renaud Jean y vitupéra à cœur joie la C.N.P., représentée « comme une entreprise de division favorisant le fascisme ». Pour les communistes orthodoxes, tout ce qui n'est pas approuvé par Renaud Jean dans le mouvement paysan est fasciste ! Mais telle est la volonté unitaire des paysans travailleurs que le bureau dirigeant la C.G.P.T. a bien dû, après de vaines tentatives de grignotage syndical, changer l'emplacement de ses batteries.

Cette rencontre des trois délégations n'a encore rien apporté de précis et chacun s'est retiré sous sa tente pour délibérer.

Un point de divergence subsiste, en effet. Organisation unique, dit la C.N.P., mais entre paysans travailleurs. (Donc, pas d'alliance agraro-communiste, pas de collusions avec Dorgères, ni avec les *Chemises vertes*.) Elle ajoute : Respect absolu de la démocratie syndicale et des incompatibilités parlementaires. Une Confédération paysanne ne présente pas de candidats aux élections et ne peut avoir ses propres élus ; elle n'a par conséquent, pas à être dirigée directement ou indirectement par les élus soumis à la discipline de tel ou tel parti politique.

Diable ! Et Renaud Jean qui, dans une mémorable brochure, revendiquait pour la C.G.P.T. le droit d'avoir *ses* candidats, *ses* élus, *sa* discipline ! Que va devenir cette tactique *néo-agrarienne* ?

Sur ce, Waldeck Rochet, conseiller général de la Seine et représentant le bureau de la C.G.P.T. au cours de l'entrevue, déclare que c'est une question de principe. Comme un seul homme, la délégation de la C.G.P.T. maintient ses positions.

Attendons la suite !

**

L'unité est voulue par les militants de la C.N.P. et par ceux de la C.G.P.T. Pour ce motif, elle se fera. Mais veillons à ce qu'elle n'ait pas lieu « *par les oreilles* » en écoutant des discours ; ni « *par les yeux* » en suivant un leader !

Il faut une unité qui exprime la volonté qu'ont les paysans de secouer violemment leurs servitudes et leurs misères.

... Une unité qui échappera à l'orientation réformiste de la C.N.P. et à l'aventurisme zigzaguant des politiciens de la C.G.P.T.

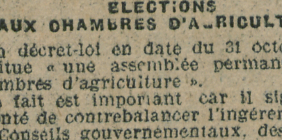
... Une unité qui s'associera au mouvement révolutionnaire prolétarien parce que c'est par la révolution que la paysannerie brisera ses chaînes, et que l'action révolutionnaire exige une méthode, une tactique, des cadres et une doctrine que la paysannerie à elle seule ne peut réunir.

Nous en appelons à tous les militants avertis des villages pour qu'ils constituent sans retard des « groupes d'action révolutionnaire » qui seront les guides politiques du mouvement.

Nous les invitons à provoquer dans chaque village une assemblée populaire — *sans oublier les paysannes ni le prolétariat agricole* — afin de faire élire partout des Conseils Paysans, véritable expression d'un Front Populaire révolutionnaire au village.

A engager partout les actions revendicatives et à dresser leurs cahiers locaux de revendications.

A préparer ce vaste rassemblement paysan que seront *les Etats Généraux de la Paysannerie laborieuse*, et d'où sortiront et une charte syndicale paysanne, et une organisation syndicale unique que seuls dirigeront les vrais paysans.



A travers champs

ELECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

Un décret-loi en date du 31 octobre 1935 institue « une assemblée permanente des Chambres d'agriculture ».

Le fait est important car il signifie la volonté de contrebalancer l'ingérence, dans les Conseils gouvernementaux, des « grandes associations de producteurs spécialisés » telles que l'Association Générale des Producteurs de Blé, Confédération des Producteurs de lait, etc...

Dont les liaisons avec les grandes entreprises capitalistes (Minoteries, Fermiers Réunis, etc.) et avec l'aile fasciste du Front Paysan sont désormais connues.

Il y a donc intérêt — au moins épisodique — à ce que le renouvellement partiel des Chambres d'agriculture, fixé au 9 février, aboutisse à l'élection de paysans travailleurs. La C.G.P.T. et la C.N.P. ont, à ce sujet, lancé un appel commun pour faire triompher des listes uniques.

Mais ceci ne doit pas faire oublier la tâche fondamentale : dans chaque village, un Conseil paysan !

DORDOGNE

Les suites d'une saisie. — A Nantheuil des militants défendirent un paysan victime de la crise et empêchèrent la saisie. Ils furent condamnés par le tribunal correctionnel de Thiviers, à des peines de prison et d'amendes.

L'un d'eux, Saussot, vient d'être incarcéré à la prison de Périgueux. Ne laissons pas condamner ceux qui nous défendent !

SARTHE

Dix paysans en correctionnelle. — Le tribunal correctionnel de Saint-Calais vient de condamner à des peines variables sept militants sarthois et trois du Loir-et-Cher pour s'être opposés à une saisie.

Après la vague de résistance aux saisies est-ce maintenant la vague de répression ? Sans aucun doute. Mais que penser des « dirigeants » syndicaux qui utilisent publicitairement les résistances devant l'huissier et sont incapables de prévoir la continuité de l'action.

La résistance aux saisies, si elle n'est que cela, n'est pas suffisante Il nous faut d'autres objectifs : réduction des fermages occupation des terres en friche.. pour lesquels l'échec à l'huissier ne sera plus un but mais un moyen.

Bravo, la fermière ! — Parmi les militants poursuivis dans la Sarthe nous relevons le nom de notre camarade Lory Lydia fermière. Les paysannes ne seront pas les dernières à lutter si elles savent pourquoi elles luttent.

Un camarade cheminot qui s'était joint aux manifestants paysans a, lui aussi, été condamné. L'alliance ouvrière et paysanne n'est pas un vain mot !

FINISTERE

Echec à Dorgères. — A Plouignau, venu de Saint-Pol-de-Léon en autocar, le fasciste Dorgères s'est exhibé, accompagné de Bohnon et encadré de « Chemises vertes ».

Mais tous les paysans antifascistes de la région étaient alertés.

Dorgères, au milieu des huées, tenta de prendre la parole ; il y eut des coups et des bousculades et c'est au chant de l'« Internationale » que fut reçu le commissaire de police qui vint dissoudre la réunion, pendant que Dorgères prenait la fuite ayant perdu son pardessus dans la bagarre.

Ce nouveau camouflet au camelot fasciste a raffermi la combativité des paysans bretons. Ils se préparent à lui assurer une même réception, le 6, à Begard dans les Côtes-du-Nord. Se munira-t-il d'un pardessus de rechange ? Mais il ne faut pas s'endormir sur ses victoires et huer Dorgères ne suffit pas, camarades bretons. Dorgères est l'instrument des grands propriétaires fonciers qui vous affament. C'est vers eux qu'il faut aussi vous tourner L'ennemi est dans votre village.

UN TEMOIN.

LA MISERE DES CHOMEURS

LA MONTEE DU CHOMAGE

Statistique officielle : 12.320 de plus que la semaine précédente

A la date du 11 janvier, le nombre des chômeurs inscrits est de 462.594 dans les fonds de chômage et de 531 dans sept bureaux de bienfaisance, soit au total 463.225, dont 371.532 hommes et 91.693 femmes. La semaine dernière, ce total était de 450.905 ; il y a donc cette semaine une augmentation de 12.320 chômeurs inscrits.

L'an dernier, pendant la semaine correspondante de janvier on avait compté 451.372 chômeurs au total. Par comparaison avec ce dernier chiffre, on voit qu'il y a cette semaine une augmentation de 11.353 chômeurs inscrits.

Dans le département de la Seine

A la date du 11 janvier 211.390 chômeurs sont inscrits dans le département de la Seine contre 204.975 la semaine dernière, soit pour cette semaine, une augmentation de 6.415 unités.

L'an dernier, pendant la semaine correspondante de janvier, 205.439 chômeurs étaient inscrits au fonds de chômage dans le département de la Seine, par comparaison avec ce dernier nombre, il y a cette semaine une augmentation de 5.951 chômeurs inscrits dans le département.

De nouvelles couches de travailleurs sont jetées dans le chômage, au moment précis où la politique des comités officiels est l'abandon de la lutte directe et l'organisation de l'aumône.

La constitution d'un mouvement chômeur de classe doit se développer.

Samedi à 15 heures, 66 Faubourg Saint-Martin, des militants du mouvement chômeur de Saint-Denis, Drancy, Argenteuil du 11e, du 19e se réuniront Ils font appel à leurs copains des autres communes pour unir tous nos efforts.

Nous publions ci-dessous une lettre de la 11e section socialiste qui marque sérieusement le point contre la tendance actuelle du Parti communiste :

Chers camarades,

Saisis de votre proposition concernant la constitution, dans le XIe arrondissement, d'une caisse de solidarité, Foyer des Jeunes, Soupes populaires, la XIe Section socialiste, au cours de sa réunion du 10 courant, a donné mandat à son bureau de définir comme suit sa position :

« La XIe Section ne méconnait nullement l'intérêt que présente la création de Soupes populaires, d'un Foyer des Jeunes, d'un vestiaire, etc., revendications qui sont d'ailleurs depuis toujours inscrites dans la Charte revendicative des chômeurs, mais la XIe Section ne saurait, en l'occurrence, se trouver d'accord sur les moyens préconisés pour les obtenir.

La XIe Section socialiste estime que le prolétariat n'a pas à quémander les bons offices de ses adversaires de classe. Il doit exiger du travail et non des faveurs d'un Comité de patronage miraculeusement né à la veille d'une consultation électorale et dans lequel figurent ceux qui en toutes circonstances ont émis des votes défavorables aux revendications minima des chômeurs (création d'un fonds national de chômage question des loyers, assurance-chômage, etc...).

Plus que jamais, la XIe Section socialiste se déclare prête à collaborer à l'activité du Comité des chômeurs du XIe arrondissement mais, pour les raisons qui précèdent, elle se voit dans l'obligation de refuser de collaborer à une œuvre placée directement sous le patronage de MM. Paté Malingre, Fiquet, Lallement et Boissière, dont l'intérêt pour les chômeurs lui semble plus politique que foncièrement désintéressé.

Recevez, chers camarades, l'assurance de nos sentiments fraternels et socialistes.

Pour la XIe Section et par ordre :
Le secrétaire général.

Que fait le Comité d'Argenteuil ?

Il fut un temps où il ne s'agissait que de se présenter au responsable pour qu'immédiatement on mît en branle tous les chômeurs afin d'obtenir une revendication. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil, et nous pensons deviner que les principaux responsables de cet état de choses ne sont pas exclusivement ceux du Comité, quoique leur faiblesse n'est pas excusable ; mais d'autres (!) que les chômeurs démasqueront un jour. Il y a eu des promesses de faites avant le mois de mai. Tout ça est tombé dans le dossier à poussière. Les chômeurs n'ont rien à espérer de ces promesses, ce que nous pensons que les chômeurs ont le plus besoin, c'est de travail et nous sommes certains de représenter la pensée de tous car ce ne sont pas des fainéants. Or, il nous est tombé entre les mains un journal d'usine venant de la Lorraine, où la direction cherche à faire exécuter 12 heures de travail à chaque ouvrier par jour. Dans ce journal syndical C.G.T.U., confectionné par des soi-disant marxistes, il y est dit que les heures de rabiot seront acceptées à 50 0/0 de supplément. Les chômeurs ne l'entendent pas de cet oreille et ils disent que les heures supplémentaires leur reviennent de plein droit.

Si les ouvriers occupés dans l'usine n'ont pas la possibilité de vivre avec leur salaire, qu'ils préparent la grève générale de la boîte, en commun avec les chômeurs pour obtenir un taux de l'heure plus élevé mais qu'ils laissent les 4 heures de supplément à ceux qui chôment. Il ne peut être mis en parallèle la paie d'un ouvrier et celle d'un chômeur. Donc, nous pensons, G.A.R., qu'il faut coordonner les efforts des ouvriers occupés et ceux en chômage pour faire rendre gorge aux hobereaux par l'action directe et révolutionnaire : nous faisons appel à tous : chômeurs ou pas, à venir discuter ensemble dans les Comités d'usine, de rues, etc., etc...

Permanence tous les mardis et samedis, de 18 heures à 20 heures, Café Marceau, Place de la Grande-Ceinture, où un responsable donnera tous renseignements utiles.

CHEZ FARMAN

A Billancourt, les ouvriers en chômage peuvent toujours se présenter à l'embauche chez Farman. Il faut toujours se présenter le lendemain.

Et pourtant, certains ouvriers de cette tôle font douze heures par jour.

Depuis le 14 janvier, une équipe commence son travail à 7 h. 30 du matin et finit le lendemain soir à 18 h. 30.

Chômeurs de Billancourt, il vous faut manifester contre un tel scandale !

Dans les communes et les quartiers

10e arrondissement

Dixième. — Belle fête d'inauguration de la Maison du Peuple du 10e. Quels beaux efforts, les ouvriers socialistes du Dixième ont fait pour édifier leur maison. Mais s'ils laissent s'installer les assassins de Casimir la Canaille rue des Vinaigriers, quels efforts perdus..

Lettre de la 11e section S.F.I.O.

Nous recevons de la XIe section du Parti socialiste la lettre suivante que nous publions intégralement :

Chers camarades,

Quatre membres de la 11e section, poursuivis pour affichage illégal, ont été condamnés à verser 2.300 fr. au fisc. Ils sont sous le coup d'être « vendus » ou « incarcérés ». Dans un généreux élan, la 11e section a décidé de se solidariser avec les 4 camarades poursuivis et de faire tous les efforts pour trouver la somme nécessaire Malheureusement, la situation obérée de sa trésorerie ne lui permet pas de débourser 2.300 fr Elle n'hésite donc pas à venir vous demander d'ouvrir dans vos colonnes une souscription en leur faveur. Il ne sera pas dit que nous laisserons emprisonner les nôtres sans avoir tout fait pour leur éviter le contact avec les geôles bourgeoises.

Dans l'espoir que vous accueillerez favorablement notre demande, nous vous prions d'adresser les fonds recueillis au soussigné ou de les remettre au camarade Deglise, membre de votre Comité de Rédaction.

Avec mes remerciements anticipés.

Le secrétaire de la 11e section :

Nous invitons tous nos lecteurs à répondre à l'appel que lancent les camarades de cette section. Faire parvenir les fonds le plus vite possible à La Commune.

Japy. — « Marseillaise » alternant avec l'« Inter ». Foule nombreuse acclamant Pierre Cot, cette petite fripouille radicale, ex-ministre de l'Air ! Atmosphère créée pour une guerre du Droit !

14e arrondissement

Mercredi 22, compte rendu de mandat du député socialiste Graziani, Député de Plaisance ouvrier, il serait beaucoup plus indiqué pour la circonscription voisine de Montparnasse.

Un millier d'ouvriers étaient présents qui eurent chacun un tract des G. A. R. Discours généraux des ténors de la S. F. I. O. Intervention « fraternelle » du communiste, le projet de « charte d'unité » avait été aussi abondamment distribué.

Le socialiste Graziani se vante des succès du groupe socialiste au Parlement : c'est lui qui a rédigé le bulletin de victoire. Son homonyme, le général italien Graziani, rédige aussi des communiqués de victoire en Ethiopie. Les victoires des deux Graziani sont aussi réelles les unes que les autres.

15e arrondissement

Quinzième. — Jean Renaud est revenu librement dans le Quinzième, il présidait une fête de l'Arbre de Noël. Cela veut dire la naissance au grand jour de leur repaire. Aucune alerte.. Les copains du 15e seraient-ils hypnotisés par la prochaine campagne électorale ?

17e arrondissement

Lors d'un rassemblement des Croix de Feu du 17e en juin 1934 plus de cinquante voitures étaient rangées boulevard Berthier, le long du trottoir. Deux ouvriers passant sur le trottoir opposé furent pris à partie par une dizaine de « dispos » qui les assommèrent.

Les ouvriers déposèrent une plainte au commissariat de police.

Mercredi 15 janvier, les deux honnêtes travailleurs étaient convoqués devant le juge d'instruction sous l'inculpation de coups et blessures au même titre que les fascistes. C'est un comble !

18e arrondissement

Dimanche 19, des vendeurs de **Révolution** attaqués. Dimanche 26, action concertée des J. S. R., des J. S., des J. P. P. S. et des G. A. R. Action victorieuse au point que ceux qui n'en acceptèrent pas la préparation se vantent du succès (*Huma* de lundi).

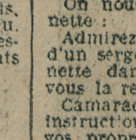
Les camelots, arrivent à cinquante avec morgue, cannes visibles et menaçantes.

En deux minutes ils sont balayés, blessés, cannes, chapeaux restent sur les trottoirs : la foule enthousiasmée les poursuit.

Plusieurs centaines d'ouvriers chantent l'*Internationale* et un gommeux botté est sorti d'une boulangerie où il se cachait.

Mille tracts G. A. R. expliquant l'action diffusés.

L'*A. F.* de lundi annonce notre « fuite éperdue ». Oh! douairières ! Revenez-y, jeunes salopards !



Lettres de la Caserne

Caserne Eblé à Angers

On nous apprend l'escrime à la baïonnette :

Admirez par exemple cette explication d'un sergent : « Vous plongez votre baïonnette dans le ventre d'un « boche » et vous la retirez en vous aidant du pied ».

Camarades soldats ne faites pas fi de ces instructions ! Sachez les utiliser contre vos propres oppresseurs, au moment opportun et non pour assassiner vos frères étrangers exploités comme vous !

Réponse au « National »

Le « National » veut avoir le droit de propager aux jeunes soldats d'être des esclaves dévoués. Il prend « La Commune » à partie et réclame des poursuites. Ce n'est pas cela qui arrêtera notre propagande parmi les organisations pour que revive partout, sous toutes ses formes, le travail antimilitariste.

Menaces et poursuites n'empêcheront pas ces idées de trouver leur voie, nous arracherons l'armée aux chiens de garde du capital.

D'une caserne de l'Est

Quelle fut ma surprise de trouver à la bibliothèque de X..., où je suis soldat, le journal lancé par vous : *La Commune*. Il y avait longtemps que je n'avais dévoré des lectures révolutionnaires...

Dans les casernes, les partis ouvriers ont abandonné complètement leur propagande antimilitariste. Ils ont laissé la place à la J.O.C. et aux J.P. qui font du travail, la J.O.C. principalement. Elle attire les soldats par des cadeaux et en profite pour distribuer sa saloperie.

Et, pourtant, si on voulait, quel travail à faire ! Les trois quarts des soldats sont antimilitaristes et, surtout, depuis les 2 ans, il y a quelques gestes individuels.

Je suis avec quelques copains; on fait un peu d'action, inscriptions sur les mots, causeries avec les copains. Mais il manque la liaison avec les ouvriers. Si un civil, en voyant un soldat, savait combien celui-ci est révolté ? Mais la méfiance existe des deux côtés.

Vivement un parti ouvrier qui s'occupe de l'antimilitarisme dans les casernes. Il ne suffit pas de faire une propagande en criant sur les toits, mais une action sournoise, illégale, secrète...

Que *La Commune* soutienne les soldats et les paysans, ceux-ci viendront à elle.

19e arrondissement

Dix-Neuvième. — Affiches des G.A.R lacérées... Nouvelle pose « à la hauteur », distribution de tracts. Réunion de quartier pleinement réussie vente massive de brochures. Exposés écoutés, discussion fraternelle. La position de Martinaud-Deplat fut l'exemple de la politique de classe des radicaux. Plus d'une centaine de travailleurs qui sont mis en garde contre la capitulation de leurs partis.

20e arrondissement

Vingtième. — Les fascistes font dans cet arrondissement ce qu'ils veulent. Fêtes, réunions massives ou réunions de maisons. L'assassinat de la rue de la Réunion est oublié !

Les G.A.R. organisent une réunion pour la première semaine de février.

A Saint-Denis

Meneur d'hommes au delà du Rubicon

Le « Petit Parisien » fait une enquête chez les « Meneurs d'hommes ». Doriot, *après quelques autres, a été questionné. Tout son interview reflète cette vanité morbide qui s'est emparée de cet homme qui fut un militant communiste et qui se fait le théoricien d'un national communisme, il l'est ouvertement dans cet interview, il l'est hypocritement dans son organe « L'Emancipation », relatant son discours à la conférence du rayon de Saint-Denis :*

Tout d'abord, le défaitisme révolutionnaire n'a jamais été un mot d'ordre, c'est la détermination d'une tactique.

La meilleure preuve, c'est que pour aboutir à cette tactique, Lénine lançait d'autres mots d'ordre plus populaires, ceux les plus accessibles à la masse, comme « Fraternisation sur le front ».

Nos trotskystes n'ont pas compris que Lénine a gagné les grandes masses de la Russie, provoqué le retrait de la guerre de ce grand pays par trois grands mots d'ordre : la Paix, le Pain, la Liberté.

Nous examinerons, dans une autre rubrique ce problème longuement. Admettons que le défaitisme soit la « détermination d'une tactique », il convient justement de déterminer cette tactique dans des conditions données, par exemple en 1936, en France, face aux dangers de guerre, s'agit-il d'alliance avec Hitler pour « éviter la guerre » ? Qu'est-ce que cette « tactique » impérialiste a de commun avec la notion fondamentale de classe qui modèle le défaitisme révolutionnaire ?

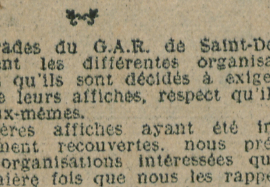
La Paix, le Pain, la Liberté ? Mais comment les avoir, c'est là où Lénine se séparait des républicains *vulgaires en préconisant la lutte des masses, l'armement du prolétariat... des mots d'ordre qui n'auraient pas, dans le Front Populaire, l'agrément du Président Herriot, ni de Doriot.*

Ce que Doriot a appris de Lénine lui sert maintenant à tenter de mieux tromper les travailleurs...

Première réunion publique du G.A.R.

Mardi 21 janvier, le G.A.R. de Saint-Denis a tenu sa première réunion publique, à laquelle participèrent une trentaine de travailleurs de toutes tendances. Le camarade Frank exposa quelle était la situation actuelle et la seule solution qu'elle dictait aux travailleurs : la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Le camarade Molinier indiqua comment il dépend de chacun de ceux qui comprennent, malgré leur petit nombre aujourd'hui, de changer la situation et exposa comment le G.A.R. était un moyen de recréer un parti révolutionnaire. Après une intervention du camarade Rous, qui ne traita que de divergences entre bolcheviks-léninistes, intervinrent des camarades anarchistes, syndicalistes doriotistes et un camarade qui fut membre du Comité central du P.C. et secrétaire du rayon de Corbeil, qui rappela, entre autres, comment, en 1920, pendant les grèves, et notamment chez Citroën, fut négligée la question des comités et des délégués d'usine.

Le G.A.R. de Saint-Denis va amplifier son action. Il organisera, en particulier, un cours d'éducation marxiste, des controverses : il poursuivra aussi son agitation dans la localité qui fut et doit redevenir Saint-Denis-la-Rouge.



Les camarades du G.A.R. de Saint-Denis informent les différentes organisations locales qu'ils sont décidés à exiger le respect de leurs affiches, respect qu'ils observent eux-mêmes.

Nos dernières affiches ayant été intentionnellement recouvertes, nous prévenons les organisations intéressées que c'est la dernière fois que nous les rappelons à respecter nos affiches. Au cas où cet appel serait vain, nous agirions en conséquence.

LE G.A.R. DE SAINT-DENIS.

Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser à la Permanence, 38, Boulevard Jules-Guesde, Bar Lyonnais.

Sur le plan de la C.G.T.

Malgré une affiche tapageuse, il ne vint mardi dernier que 1.200 prolos au théâtre municipal pour entendre notamment Doriot et Jouhaux.

« On peut sortir de la crise, a déclaré Doriot. Le problème, c'est de *trouver de l'argent*, mais de l'argent qui ne soit pas cher » (sic). Et le député-maire de conclure : « L'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne ont fait leurs *grands travaux*. La France doit aussi en exécuter. C'est la *seule* (sic) solution pour *atténuer* (*resic*) la crise. »

Après un discours aussi platement réformiste, Jouhaux se paya le luxe d'employer des phrases gauches : « Des transformations sociales profondes sont indispensables comme.. en Amérique où, *sans révolution*, la structure sociale a été modifiée... » Conclusion de Jouhaux : « Inutile de faire une révolution, il suffit d'un grand coup de balai ! » (sic).

Toutes ces harangues furent écoutées dans un silence glacial. Les ténors ne font plus recette, tant mieux !

A la fin, Freddy (de la L.I.A.P.S.) vint déplorer que cette réunion ait été platement... électoraliste.

Grand brouhaha : le bureau fait mine de s'en aller, tandis que le courant du micro est coupé pour empêcher Freddy de se faire entendre. Le courant sera rétabli quelques minutes plus tard, lorsque Boloré voudra lire et faire voter son ordre du jour. Mais peine perdue : C'est au tour des ouvriers de s'en aller...

A Clichy

L'« activité » des Volontaires de la Liberté

Il y a des mois, les murs de Clichy se couvraient d'affiches grandes comme ça, apportant la nouvelle mirobolante aux Clichois épatés, de la formation de « Volontaires de la Liberté » pour s'opposer aux tentatives des ligues fascistes !... Et les adhésions d'affluer à la mairie où siègent Auffray et Nail : 400, 600, 900, 1.500 militants sont prêts ,paraît-il, à défendre Clichy. Avec quoi ? Ça... Comment ? Ah! ne soyez pas si pressés ni si curieux; sachez que sur le papier, les « Volontaires de la Liberté » existent et c'est suffisant pour beaucoup.

Le Front populaire, à Clichy, comprend des radicaux qui s'alliaient hier encore aux fascistes et, leur servant d'indicateurs, faisaient matraquer nos camarades.

Comme, d'autre part, la Fédération de la Seine du Parti socialiste exclut tous les révolutionnaires actifs et transforme (on pourrait dire dissout) ses T.P.P.S. pour en faire un groupement de service d'ordre pour meeting (voir épisode « réconciliation »), la voie serait maintenant libre pour les fascistes clichois et ils l'ont compris, puisqu'ils viennent de se réunir plusieurs fois de suite rue Gaubert alors qu'ils n'osaient pas le faire avant !

Mais cela va changer ! Gare au G.A.R.!

Manifestation commémorative Louise Michel

Comme les autres années cette manifestation avait été préparée par voie d'affiches et tracts appelant la population à participer au cortège traditionnel en l'honneur de la camarade Louise Michel

Pour Clichy, le rendez-vous était fixé place de la Mairie, à 13 h. 30 et pour Levallois, à 14 heures.

Catastrophe ! La municipalité de Clichy (Groupe d'unité ouvrière) trop absorbée par la pratique du Front populaire de capitulation, avait oublié de demander à la Préfecture l'autorisation de défiler. Le défilé est donc interdit mais personne n'en est avisé et à l'heure du rassemblement les militants constatent que seuls des agents occupent la place et que les édiles sont à l'abri derrière la porte de la mairie ! Le Front populaire portait ses fruits une fois de plus et nombre de militants en étaient écœurés, se souvenant des belles paroles des représentants du P.C. et du G.U.O..

Nous, G.A.R., avions raison de dire que le Front populaire avait fait faillite ! La preuve : à Levallois, 500 militants seulement (des milliers les autres années) suivaient les drapeaux rouges de diverses organisations locales parmi lesquels ont aurait cherché en vain le drapeau de la section S. F. I. O. de Clichy. Les militants de cette section ne s'étaient pas dérangés, sauf ceux qui ont manifesté leur sympathie aux G.A.R. Ceux-ci distribuaient des spécimens gratuits de *La Commune* et des tracts invitant les militants organisés ou inorganisés à se grouper dans les G.A.R.

A la fin de la manifestation, quelques discours furent prononcés...

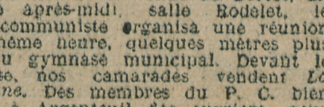
Beaucoup avaient compris ce que donne l'unité quand elle n'est pas *révolutionnaire*

A noter que le même jour La Rocque a inauguré à Levallois le siège Croix de feu.

La section socialiste de Clichy s'est refusée, malgré la demande de la Fédération à exclure les camarades qu'elle avait délégués aux G.A.R. de Clichy. Mais la bureaucratie ne reculera pas devant la scission. On parle d'une descente massive du Conseil fédéral et de Pivert à Clichy. Aucune manœuvre ne brisera le G.A.R.

Le G.A.R. de Clichy a tenu sa première réunion publique le 22 janvier, il y avait 60 présents. L'exposé de notre orateur fut écouté avec beaucoup d'attention. Neuf adhésions d'ouvriers inorganisés ou membres d'organisations autres que le P.S., furent de suite enregistrées. Plusieurs ouvriers s'engagent à suivre nos conférences du lundi et à répondre à tout appel. Un orateur parlant au nom des J.S.R. et des B.L., vint apporter son point de vue.

Bonne réunion qui ne sera pas sans lendemain. Un camarade nous exprima son étonnement d'un pareil succès, alors que tous les bureaucrates des partis ouvriers de Clichy, P.S., P.C., G.U.O. nous abreuvent de calomnie Nous dépasserons largement le chiffre de 40 membres lors de notre assemblée de la semaine prochaine.



Deux meetings à Argenteuil

A l'annonce de la venue de Doriot, dimanche après-midi, salle Bodelet, le rayon communiste organisa une réunion à la même heure, quelques mètres plus loin, au gymnase municipal. Devant le gymnase, nos camarades vendent *La Commune*. Des membres du P. C. bien connus à Argenteuil des ouvriers pour leur sectarisme, traitent nos vendeurs de « provocateurs » et, intentionnellement, d'« alliés de Doriot ». Des travailleurs présents sympathisent avec nos camarades, ce qui n'eut pas l'air de plaire à F..., demandant au service d'ordre de nous repousser. Le service d'ordre se refusa à cette répugnante besogne.

Au meeting, les grands discours, très « Front populaire » paralysants. Meunier, Péri, Vaillant-Couturier, le stakanovisme de la tribune, nous sommes loin de la formule « pour un œil les deux yeux ».

A Argenteuil, depuis plusieurs mois, le F. P. ne donne pas signe de vie, mais les J. P. provoquent les travailleurs dans la grande rue et vendent *Le National*.

Aux ouvriers révolutionnaires de chasser les ennemis de classe, de déterminer leur action, d'être maîtres chez eux.

A la réunion de Doriot

200 personnes environ, en majorité des travailleurs membres du P. C., P. S., ou sympathisants, le groupe des Amis de l'Unité ouvrière et la garde du corps du député-maire de Saint-Denis. Absence complète de dirigeants communistes.

Après quelques mots de Goukenleuque, Teulade explique le pourquoi du groupe des A. U. O. et de la candidature Teulade. Doriot prit la parole; la plus grande partie de son exposé est consacrée aux raisons de sa rupture avec le P. C., mais il n'apporte aucune solution pour la lutte contre la crise, les décrets-lois, le fascisme. Contre la guerre, il termine au nom de la paix « capitaliste » en demandant une conférence des Etats impérialistes pour solutionner la paix et le désarmement.

Notre camarade Molinier, dans une courte et énergique intervention applaudie par les ouvriers communistes et socialistes présents démontra le caractère personnel de la lutte de Doriot et son absence de programme de lutte sur tous les problèmes qui se posent devant la classe ouvrière. Devant l'absence d'un parti révolutionnaire, il appela les travailleurs à s'unir rapidement dans le G.A.R. pour lutter dans et hors des organisations à la rupture avec la politique de collaboration de classes, à s'opposer aux bandes fascistes par l'organisation de milices ouvrières, et à l'union sacrée par le défaitisme révolutionnaire, l'internationalisme prolétarien, la IVe Internationale.

Notre affiche « Pas de réconciliation » et nos tracts distribués à la porte des usines sont favorablement commentés par les ouvriers.

Le G.A.R.

La réunion du G.A.R. prévue pour samedi aura lieu ultérieurement. Les camarades doivent passer mardi à 18 heures à la permanence, salle café Marceau, place de la Grande Ceinture.

J.S.R., lève ton drapeau!

La liquidation des J. C. continue. Les J. C. cessent d'être, d'après L'Humanité, *des organisations politiques ; elles deviennent des organisations pour la joie, l'amour, des cercles de jeu. Cela signifie que les J. C. cessent d'être une organisation de classe, elles deviennent des cercles de collaboration de classe.*

Face à cette situation, la révolte est grande dans les J. C. Les aspirations des milliers de jeunes, écrasés par le capitalisme, ne sont plus captées par les J. C. Des groupes, nourris de vieilles illusions et qui s'appellent J.E.U.N.E.S., créent des organisations confuses au possible et qui seront rongées de crises.

Les J.S.R. doivent songer au travail systématique dans ces organisations, où les contradictions de classe ne tarderont pas, canalisées, à porter leur fruit. Mais le secteur le plus dense de la J.S.R. c'est le développement inlassable et large d'un programme de classe de la jeunesse prolétarienne, programme dirigé vers la lutte révolutionnaire.

Le lien entre la J.S.R. et la masse des jeunes travailleurs détournée de la lutte de classe par les organisations, et poussée à cette lutte par la situation, c'est le programme des J.S.R.

Le programme, c'est le drapeau, il faut le lever haut. Que chaque jeune travailleur le connaisse, le suive !

Notre prochaine rubrique en tracera l'esquisse.

La Jeunesse s'endort le patronat en profite

L'Union de la Jeunesse Française se réalise actuellement partout. Les cellules des Jeunesses Communistes se fondent dans des Grands Cercles fraternels avec Foyers et billards Russes. La lutte pour la Jeunesse exploitée et miséreuse est abandonnée, trahie.

Les Patrons ayant eu certainement très peur des Billards Russes se permettent d'embaucher, comme on a pu le lire dans *Paris-Soir* du 13 janvier : « *Vos garçons, minimum 16 ans, taille 1 mètre 60, deviendront d'excellents ébénistes à la T.M.P., 16, rue Douy-Delcupe, Montreuil.*

Début payé : 36 francs par semaine. »

6 francs par jour à ceux qui auront les aptitudes requises; c'est juste de quoi crever de faim avec le coût de la vie actuelle. Quant aux autres, à ceux qui n'ont que 1 mètre 59, en attendant ils pourront aller jouer au billard Russe, et aussi sauter de joie tant ils sont heureux dans ce régime pourri. Vraiment, il y a des coups de pied qui se perdent...

Il faut que les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires reprennent sérieusement et violemment la lutte abandonnée contre le Patronat. Il faut qu'ils organisent le travail pour manifester devant les usines où la jeunesse prolétarienne exploitée est sans défense et sans aucun soutien.

Au travail de suite, pour défendre les jeunes apprentis, pour qu'ils obtiennent un salaire de début raisonnable, un minimum vital et pour que rapidement à travail égal d'un ouvrier, ils aient un salaire égal. Construisons des comités d'usines, organisme qui, en liaison avec notre organisation de jeunesses, permettra de défendre sérieusement la jeunesse ouvrière honteusement brimée.

CONVOCations

« La Commune » : Rédaction. — Critique de ce numéro et collaboration au prochain numéro, samedi 19 h., au siège.

Administration. — Samedi, 16 heures, au siège.

Comité de formation. — Samedi 17 heures précises, au siège.

19e G.A.R. — Lundi, 10, passage Puébla, bureau ; dans la semaine, meeting en combat convoqué par affiches.

18e G.A.R. — Mercredi, lieu habituel.

G.A.R. Clichy. — Lundi, au siège, 36, rue Chance-Milly : Causerie hebdomadaire.

G.A.R. Saint-Denis. — Chaque vendredi, au siège : Bar Lyonnais, Boulevard Jules-Guesde : Réunion du G.A.R. ; Causerie un vendredi sur deux ; Controverse un vendredi sur deux ; Réunions annoncées par tracts ; Bientôt notre local.

G. A. R. Argenteuil. — Réunion de samedi différée du fait de la réunion de jeudi soir. Prochaine réunion sur convocations. Passer à la permanence.

Bolcheviks-Léninistes. — Dimanche 26, à 16 heures, assemblée des militants B.L. : « Comment s'est produite l'exclusion des B.L. de la « Commune ». Comment reconstituer rapidement l'unité des B.L. » ; Exposé et discussion, salle du Café des Deux-Hémisphères, coin Rue du Château-d'Eau et Faubourg-Saint-Martin. Chaque groupe doit être représenté ; complète liberté d'expression aux camarades partisans des exclusions.

Membres du C. C. exclus, réunion à 15 heures précises, au siège de la « Commune ».

Diffusons

NOTRE DÉMARRAGE

Nous devons remettre au prochain numéro la publication d'une colonne de notes administratives, de budget et de listes de souscription.

Il suffit de lire La Commune *pour se rendre compte comment elle se développe.*

Mais il nous faut l'appui des militants, la montée des abonnements est sensible, mais pas assez rapide, les listes de souscription ne rentrent pas assez vite.

Le dévouement de nos amis, nous permet de développer notre Commune, *mais il faut que ces efforts permettent une consolidation générale par une montée rapide de nos branches : abonnement ! souscription ! criée !*

L'offensive Hachette contre la Coopé nuit à notre vente dans les kiosques. Développez la criée, exigez La Commune.

EDITION DU NORD

La Commune DE PARIS

Organe de regroupement et d'action révolutionnaire

66, Faubourg St-Martin ■ Tél. Botzaris 85-88 ■ Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

NOS ENNEMIS

Un de ceux qui ordonnent

THIRIEZ

Ses pairs l'ont élu en connaissance de cause à la présidence de la Chambre de Commerce de Lille. Il fallait un partisan du capitalisme, des trusts et des consortiums: on a choisi ce vieux et féroce industriel.

Filateur d'avant-guerre, régnant à Lille et à Loos sur 6.000 ouvriers et employés, il rêve d'un régime de poigne où l'on ferait travailler davantage pour moins cher.

A peine « installé » dans sa nouvelle présidence, il a pondu un factum dans lequel il enjoint au préfet de briser la grève. Les traminots et les travailleurs des autres corporations lilloises souligneront le nom de cet ennemi de classe de deux traits rouges.

JUSQU'AU BOUT!

La grève des traminots de Lille-Roubaix-Tourcoing met en cause la politique des décrets-lois, et leur extension à l'industrie privée. Il faut créer partout des Comités de soutien aux grévistes !

On commence à voir clair dans le jeu du patronat et du ministère Laval.

Ces messieurs voulaient faire d'une pierre deux coups : rendre définitifs les 10 pour 100, puis étendre la diminution à l'industrie privée. C'est pourquoi ils ont jeté leur dévolu sur le Nord, champ de manœuvre classique du patronat, et sur les traminots en raison de leur position à cheval entre les travailleurs de l'Etat et ceux de l'industrie privée. Ils spéculaient en outre sur le morcellement syndical existant dans la fédération des traminots, sur l'impossibilité d'une grève à l'échelle fédérale et aussi sur les manœuvres de division.

Eh bien, gouvernement et patronat sont tombés sur un bec !

D'abord, la solidarité a joué à l'échelle fédérale ; ensuite des alliances se sont scellées entre syndicats jusque-là rivaux (tels que les syndicats de Lille et de Roubaix-Tourcoing) ; enfin, l'aide matérielle et morale des autres syndicats s'est aussitôt affirmée agissante. Mieux, les bateliers sont, eux aussi, entrés en grève contre les affréteurs du Nord !

C'est alors qu'ont commencé les manœuvres de division et d'intimidation : on donne satisfaction aux traminots de Marseille, de Douai et, hier encore, de Montpellier, mais on reste intraitable avec ceux de Lille-Roubaix-Tourcoing afin de torpiller ce bloc solide de 2.000 prolos. Et si ça ne suffit pas, on ira chercher les jaunes et on les fera escorter par la garde mobile ! Mais les traminots attendent la provocation de pied ferme : ils sont forts de leur droit et les usagers sont de leur côté. Aussi, le préfet n'insiste pas et médite une autre manœuvre : laquelle, nous ne savons pas, mais soyons vigilants !

Etre vigilants, ça ne veut pas dire ne pas relâcher d'une seconde les piquets de grève aux portes des dépôts ! Ça veut dire collecter partout pour une grève qui exige 60.000 francs par semaine ! Ça veut dire aussi former des comités de masse pour le soutien des grévistes.

Contre les Guillon, les Wibaux, les Genet et les Thiriez, les traminots de Lille-Roubaix-Tourcoing sont décidés à aller jusqu'au bout pour la récupération intégrale des retenues du patronat des tramways.

NOS ENNEMIS

Un de ceux qui exécutent

COISSARD

Cet exécuteur vient d'avoir la Légion d'honneur pour les services rendus à la bourgeoisie de Lille. Tous les prolos de Lille le connaissent pour sa haine tenace contre le mouvement ouvrier et sa tolérance pour les fascistes lillois.

La distinction qu'il vient de recevoir est l'aboutissant de sa conduite anti-ouvrière. Les prolos ne donneront certainement pas des félicitations à Coissard, car eux se souviennent des coups de matraques qu'ils reçurent au cours des manifestations, sur l'ordre de Coissard ; ils se souviennent aussi que, lors de la venue d'Ybarnégaray à Lille, sur l'ordre de celui-ci également, ils furent embarqués dans des camionnettes à minuit et déposés dans un rayon de 20 à 30 kilomètres de Lille et durent rentrer à pied.

Coissard est un ennemi des travailleurs ; il est normal qu'il reçoive des distinctions. C'est dans l'ordre.

Mon coup de gueule

LL PETIT CHAPERON ROUGE

La pauvre mère-grand avait bien mérité le pain pour ses vieux jours.

Aussi le petit Chaperon rouge avait-il été lui porter de la galette et le petit pot de beurre légendaire.

Sacré petit Chaperon rouge ! A cet âge, on est porté à croire aux bonnes intentions d'autrui. Pour un sourire, un bonbon, une partie de cache-cache, on oublie les sages recommandations de ses parents.

Et ce sacré petit Chaperon rouge avait rencontré le loup. Un loup encore bien en point, mais à qui l'avenir immédiat ne paraissait pas tout rose et qui, néanmoins, « le faisait à l'impression » !

Il avait déjà croqué plus d'un petit bonhomme sur lequel on fondait bien des espoirs.

Mais le petit Chaperon rouge ne savait pas tout cela. Bien sûr, ses parents le lui avaient dit, bien sûr lui-même parfois en avait eu peur, mais maintenant qu'il se trouvait en face de lui, qu'il pouvait apprécier sa douceur et comme on s'amusait bien en sa compagnie, bien sûr, le petit Chaperon rouge avait perdu jusqu'au souvenir de ses frayeurs, et il allait en toute confiance...

— Nous allons nous retrouver tous deux au chevet de ta grand'mère République, dit le loup, et nous lui remettrons la galette, la paix et la liberté !

Le loup trouva le moyen d'arriver au logis bien avant le petit Chaperon rouge, et vous savez la suite de l'histoire...

Puissent les organisations ouvrières, soutiens de la République au petit chapeau rond rouge, ne pas se trouver devant une mère-grand avec de grandes ligues pour mieux les étrangler et de grandes lois pour mieux les manger.

L'ABOYEUR.

La situation des jeunes dans le Nord

On sait que le Nord est une des régions les plus développées au point de vue industriel, et un des coins de France où le prolétariat est le plus durement exploité. Que ce soit dans le textile ou la mine, la jeunesse y est exploitée férocement et il faut encore ajouter à cela les diminutions successives de salaires subies par eux depuis deux années.

Qui ne se rappelle les vaillantes luttes de ces jeunes ouvriers pendant les grèves du textile et de la métallurgie contre le consortium de Roubaix dirigé par le sinistre Ley, luttes trahies d'autre part par les bonzes réformistes ? Ces grèves menées si vaillamment par cette classe ouvrière du Nord se sont presque toujours terminées à l'avantage du patronat.

Devant cette situation, que font les deux organisations de jeunes qui se réclament de la classe ouvrière ? Toutes deux sont actuellement entre les mains de bureaucraties qui freinent leur action et, de ce fait, les gênent énormément dans leur développement.

Nous pensons, nous, que les jeunes du Nord doivent suivre avec beaucoup d'attention la constitution des Groupes d'Action révolutionnaires, où nous leur demandons de venir lutter avec nous, sans quitter leurs organisations respectives, car nous pensons que la situation actuelle exige autre chose que des palabres, mais une action très énergique sur un programme révolutionnaire autour duquel nous lutterons pour le rassemblement de la jeunesse qui montera en une vague puissante à l'assaut de la société capitaliste.

Nous avons aujourd'hui lancé la question du programme qui est d'une importance exceptionnelle pour le mouvement des jeunes ; dans la prochaine page du Nord, nous traiterons plus particulièrement de ce point.

DOUAI

Jean Renaud pérore à Douai

Vingt gars du fond auraient suffi pour astiquer les côtes de cette baderne. Le Front Populaire a toléré sa libre propagande en un meeting à Douai.

Ainsi on laisse dans les couches ouvrières pénétrer la démagogie fasciste et se constituer les bandes de briseurs de grève.

En dehors des partis de réconciliation : Armement, Milice, Action !

CALAIS

Notre ville est plongée dans la tristesse du fait de la mort de ce pauvre Georges V ! Pensez donc, ce brave souverain venait parfois se promener dans notre ville et en profitait pour donner des encouragements aux chômeurs !!! avant d'aller sur la Côte d'Azur !

Il était donc normal que la municipalité de Calais prît la décision de mettre des drapeaux en berne sur l'Hôtel de Ville : vous allez peut-être croire que nos édiles sont des réacs ? Pas du tout ! ils sont « Front Populaire » tout pur ! Mais qu'en pensent nos camarades communistes et socialistes ? Et allez donc ! le roi est mort, vive le roi !!!

ECHOS DE LA GREVE

Rue Faidherbe, une camionnette rouge la rue à toute vitesse... Est-ce un maraîcher qui, pressé, revient des Halles ? Non ! C'est tout simplement une camionnette conduite par un garde mobile.

Pourquoi va-t-il si vite ? Est-ce pour cacher sa honte de sa triste besogne de briseur de grève ? Cela est très possible.

Il va si vite qu'il ne voit pas devant lui un pauvre vieillard de 70 ans, pensionnaire des Hospices, traversant le passage clouté et l'écrase (résultat toujours désastreux de la présence de cette vermine).

Un mort, la presse locale, comme toujours, donna raison au garde mobile ! Pourquoi ce pauvre vieux eut-il l'idée de traverser le passage clouté lorsque les gardes mobiles circulent dans la rue, n'est-ce pas ?...

Bulletin de santé de la grève

Depuis le début de la grève, sans interruption, les équipes se succèdent aux piquets de grève. Depuis le matin cinq heures jusqu'à une heure avancée de la nuit, ils sont là, les traminots, montant une garde vigilante devant leurs dépôts.

Il faut les avoir vus et avoir causé avec eux pour se rendre compte que cette grève, commencée dans les conditions les meilleures, ne se terminera qu'après que satisfaction totale aura été donnée. C'est au cours de cette visite dans les différents dépôts où se tiennent les piquets de grève que nous avons pu constater leur volonté de lutte.

Rue Auber (Dépôt Vauban)

Plus de 100 camarades grévistes sont là, prêts à la moindre alerte, tous animés d'un moral excellent ; les cartes battent leur train, belote, rebelote, atout, manille, manillon ! C'est au milieu de ce vacarme que nous arrivons sous la grande porte de la permanence, nous les interrogeons sur leur mouvement. Une seule volonté : vaincre, rien ne les fera fléchir, les tentatives du préfet pour briser leur grève les a au contraire renforcés pour la lutte.

Peu leur importe les manœuvres, il faudra que les Pouvoirs publics et les Compagnies s'arrangent pour rendre d'une façon ou d'une autre les 10 pour 100.

A ce sujet, le Comité de grève a soumis au préfet des propositions qui consistent à récupérer les 10 pour 100, à savoir : 1° Relèvement de la prime sur les recettes qui est actuellement de 1 p. 100 : 2° Consentir 15 ou 16 jours de congé au lieu de 12 : 3° Augmenter le taux d'allocations familiales.

Les traminots acceptent cela de bon augure, mais il y a un danger, car ces conditions peuvent amener des divisions au sein des grévistes (célibataires, traminots mariés sans enfants et aussi la question des recettes sur les lignes où le trafic est moins intense). Nous avons fait sentir ce danger aux camarades du piquet de grève, espérant qu'ils s'en souviendront.

Au dépôt du Mongy

Nous avons également rendu visite au piquet de grève de la Cie E.L.R.T. Là, enthousiasme également : parmi eux un camarade est chargé de faire du bouillon pour ceux qui ont froid, et si la grève continue une roulante fera la popote ; toutes les paroles des grévistes sont les mêmes : *Tenir jusqu'au bout.*

Nous avons demandé à un responsable son avis sur le mouvement et les manœuvres éventuelles des patrons : avec une foi sans pareille il nous a certifié que rien ne les diviserait, car depuis 1920 les traminots des Compagnies n'avaient jamais fait grève ensemble et il ponctue avec force :

— Oui, c'est la première fois que les deux syndicats se sont mis d'accord pour un mouvement et les divergences qui nous séparent sont maintenant aplanies ; quoi qu'il arrive, malgré la différence de salaires qui existe entre nous et les camarades de Lille (8 fr. de plus par jour) nous continuerons la lutte ensemble.

Comme nous disions à ce camarade que cette grève avait un peu le caractère politique du fait qu'ils s'attaquaient aux décrets-lois, farouchement, il nous répondit que la politique n'avait rien à voir là-dedans (comme si toute lutte de classe n'avait pas un caractère politique). En conclusion, à ce piquet de grève également, volonté de lutte également, volonté d'aboutir.

Au dépôt du Lion-d'Or

Egalement, moral excellent, même état d'esprit.

Aussi pouvons-nous conclure qu'en général, les traminots doivent vaincre : cette victoire *quoique partielle*, ouvrira la brèche dans les décrets-lois du sinistre Laval et permettra aux autres victimes des décrets de rentrer en lutte.

Plus que jamais, pour le soutien effectif de la lutte, partout formons des comités de soutien, que de partout l'aide financière se fasse sentir. Cette grève est populaire, notre devoir est de la soutenir.

La délégation des traminots sort du cabinet du préfet Guillon

L'unité syndicale se réalise dans le Nord

Enfin, un pas de plus vient d'être fait dans le Nord pour l'unité syndicale ! Après bien des réticences, l'accord vient d'être pris pour la tenue du congrès de fusion de l'U.D.

Certes, quoique nous nous en réjouissions, l'on ne peut que constater que, dans le Nord comme ailleurs, elle se réalise surtout sur les questions de gamelle; ce n'est pas cela que voulaient les syndiqués de la base, car une unité sur ces bases ne peut qu'être le prélude de divisions futures.

Aussi espérons que les syndiqués de la base veilleront au grain; pour notre part, nous qui avons lutté pour le regroupement des forces syndicales à travers les injures, nous sommes les premiers à saluer ce congrès dans cette région où le sectarisme des uns et des autres avait porté la division à son paroxysme. Nous suivrons attentivement les débats de ce congrès qui aura lieu le 16 février, à Lille.

SUICIDE D'UNE CHOMEUSE

Qu'il fait bon de vivre en France, pays d'aisance, de liberté et de fraternité. Une malheureuse mère de famille vient d'en faire l'expérience; étant dans la plus noire des misères, cette pauvre femme vient de mettre fin à ses souffrances en se donnant la mort avec trois de ses enfants.

Beaucoup de travailleurs ne trouvent de solution à la crise qu'en employant ces moyens désespérés mais combien inutiles. Les prolos doivent se regrouper et reprendre le drapeau de la lutte honteusement abandonnée par les chefs socialistes et communistes. Pour lutter: tous dans les G.A.R., il n'y a pas d'autre salut.

CE BRAVE CHRISTIANS !

Connaissez-vous ce grand personnage ? Non ! Eh bien ! c'est tout simplement le dirigeant du groupement des petits commerçants et de la petite industrie lilloise. Un bon philanthrope qui se respecte et en dévoué serviteur de la collectivité, il a pris position dans la grève.

Croyez bien que ce n'est pas en faveur des grévistes, non (un fasciste ne peut faire cela) il s'est tout simplement mis au service du Préfet pour essayer de dresser la population contre les vaillants traminots qui luttent contre les décrets-lois Laval-Herriot.

Ce sinistre individu prétend qu'il est intolérable que 2.000 traminots entravent la vie de 800.000 habitants pour une misérable question de 10 % ! Vraiment ce Christians pose très bien le problème et le plus simplement du monde, les grévistes doivent certainement voir en lui un génie, et en tant que tel, ils doivent l'inviter à vivre avec les 28 fr. qu'ils gagnent !

Ne croyez-vous pas qu'une belle correction s'impose !!

LES PAUVRES GARDES MOBILES

Grand émoi jeudi soir en gare Saint-Sauveur. Vers 20 heures, un chef d'équipe vient de surprendre 2 individus alors qu'ils tentaient d'enlever une lanterne de signalisation sur une ligne où étaient dirigés les trains de gardes mobiles : Ouf ! On frémit à la pensée que ces pauvres bougres auraient pu aller s'écraser contre les butoirs et les murs de la gare ! On n'a pas idée que des tristes individus n'aient même pas de respect pour la vie de ces braves protecteurs de grévistes ! Bref, une enquête s'impose d'urgence car cela rappelle étrangement l'aventure d'un train de soldats allemands qui, en 1914, fut dirigé sur les fortifications de Lille !

Camarades qui avez reçu « La Commune » *à titre de propagande*

ABONNEZ-VOUS !

La discipline à sens unique

Lettre d'un ouvrier socialiste de Lille

Cette question se pose effectivement une fois de plus pour les membres et surtout pour les élus et dirigeants du parti socialiste. Dernièrement, des camarades ont été exclus du parti pour indiscipline ! Or, ces camarades n'avaient commis que le crime d'être révolutionnaires et les partisans de ces exclusions étaient surtout du côté des élus; la preuve de cette discipline à sens unique vient une fois de plus d'être démontrée.

Dimanche 19 janvier, dans la salle Industrielle, se tenait la réunion de la Société Industrielle du Nord pour décerner les récompenses à ses membres. Il y avait évidemment là toute la fine fleur de la réaction et la pléiade des patrons les plus féroces : Liévin, Danel, Thiriez, Motte, Wibaux, Joseph, des généraux, des vicaires, Mgr. Descamps, vicaire général, des députés réactionnaires, Nicolle et Coutel, bref, du beau monde.

Mais pourquoi se trouvait également là le jeune conseiller municipal socialiste Treels, oui, pourquoi ? Est-ce cela la lutte de classes qu'au cours des réunions électorales ne manqueront pas de développer les orateurs du P.S. ? Est-ce que la présence de Treels était utile au milieu de toute cette pourriture réactionnaire et fasciste. Non, mille fois non !

Ces scandales se multiplient malgré l'opposition des ouvriers socialistes de la base, car ils disent que les élus, en participant à ces mascarades, déshonorent le parti et aident à dégénérer les élus sains comme Treels qui, lui, est un prolo; et nous en profitons pour demander à la section : « Comment se fait-il que Treels fut désigné ce jour-là. Est-ce pour lui faire avoir un avant-goût de la collaboration des classes ?

En tous les cas, les travailleurs sont écœurés de cette promiscuité; il faut que cela cesse ! On exclut les révolutionnaires partisans du défaitisme révolutionnaire, mais l'on tolère que des élus fassent des palabres avec les pires ennemis du prolétariat. Il faut choisir, ou la lutte des classes ou la collaboration !

Les prolos choisiront; ils viendront renforcer le *groupe d'action révolutionnaire*, c'est leur place ! en tous les cas, il est absolument indispensable que les camarades de la section se dressent contre ces scandales continuels; ils ne peuvent accepter qu'au sein des organisations on lance les foudres contre les fascistes et que d'autre part l'on collabore avec eux.

Un socialiste cœurc.

Un groupe d'action révolutionnaire à Lille

Samedi 1er février, à 20 heures, Controverse avec le Groupe Anarchiste de Lille sur le Mouvement d'octobre. Nous prions nos camarades de se rendre libres ce jour-là. Cette controverse aura lieu au Cabaret Flamand, place Rihour.

UNE RESOLUTION DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LOOS

Dans sa réunion du 11 janvier, la section de Loos des J.S., après une assez longue discussion sur l'intervention du camarade Blum et des autres députés du F.P. à la Chambre, le 6 décembre, sur la dissolution des ligues factieuses, a adopté l'ordre du jour suivant, que je vous prie d'insérer le plus vite possible dans *La Commune* :

Le groupe des J.S. de Loos s'élève contre les interventions, le 6 décembre, à la Chambre, par les députés du F.P., qui donnèrent confiance au gouvernement Laval pour dissoudre et désarmer les bandes factieuses, ayant conscience que cette politique conduisit à la défaite le prolétariat d'Allemagne, où les chefs prolétariens appelèrent l'Etat à intervenir contre les S.S. et S.A. d'Hitler, laissant ainsi le prolétariat dans l'illusion qu'un gouvernement capitaliste puisse dissoudre les bandes du capital.

La section des J.S. de Loos appelle les ouvriers à ne pas se laisser leurrer par les promesses de Laval, agent du grand capital, mais au contraire se préparent à la lutte directe contre le fascisme.

Le groupe des J. S. de Loos.

Une controverse sur la révolution espagnole

Sur l'initiative de plusieurs camarades, un Groupe d'Action Révolutionnaire vient d'être formé à Lille. Ce groupe aura pour tâche de reprendre en mains la lutte de classe intransigeante abandonnée par les deux partis ouvriers.

Nous faisons un appel pour que tous les camarades dégoûtés des deux partis viennent nous renforcer.

Provisoirement, une permanence aura lieu 31, rue de Douai, 1er étage, à Lille, tous les soirs de 7 heures à 8 heures.

Impr. spéc. de la commune 9, r. Louis-le-Grand. Paris-2e

Le Gérant : J. Meichler